

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire
Herausgeber: [s.n.]
Band: 9 (2002)
Heft: 3

Rubrik: Besprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LITERATUR ZUM THEMA COMPTES RENDUS THEMATIQUES

RITA HOFSTETTER,
BERNARD SCHNEUWLY (ED.)
**SCIENCE(S) DE L'ÉDUCATION
19^E-20^E SIECLES
ENTRE CHAMPS PROFESSIONNELS
ET CHAMPS DISCIPLINAIRES
ERZIEHUNGSWISSENSCHAFT(EN)
19.-20. JAHRHUNDERT
ZWISCHEN PROFESSION
UND DISZIPLIN**

PETER LANG, BERNE 2002, 536 P., FS 55.-

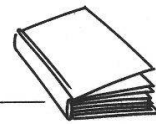
Si le titre de l'ouvrage présenté et coordonné par R. Hofstetter et B. Schneuwly pose comme donné que l'éducation a été une (ou des) science(s) durant les 19^e et 20^e siècles, la certitude du lien est questionnée dès l'introduction. Loin d'être un handicap, les doutes épistémologiques et les contradictions internes à l'ouvrage sont dans ce type d'analyse une dimension majeure et presque constitutive de l'objet à étudier. Envisager les sciences de l'éducation comme une discipline aux contours certains et aux frontières arrêtées, reviendrait à les figer et à les réifier, alors que «toute discipline même relativement établie est soumise à un continuel réaménagement». (6)

Cet ouvrage collectif a pris naissance dans le contexte du Congrès 2000 de la Société suisse pour la recherche en éducation tenu à Genève autour de la thématique: «les sciences de l'éducation: histoire, état des lieux, perspectives». Il témoigne d'un questionnement en train de se faire. La démarche adoptée fait apparaître dans 19 contributions en français, allemand et italien, la pluralité des approches disciplinaires: historiens, psychologues, philosophes, médecins, polito-

logues sont convoqués pour approfondir par leur analyse la recherche en sciences de l'éducation. De cette multiplicité des regards émerge une discipline qui ne peut se décliner qu'au pluriel, tant les interactions entre les scientifiques et leur objet d'étude sont complexes.

La volonté de ne pas arrêter la réflexion, ni par le choix d'une langue, ni par le choix d'une orientation épistémologique crée une structure qui refuse de construire une trame continue entre les différentes contributions. Certes, l'introduction suggère une voie pour la lecture mais les discours sont dégagés de ce qui les suit, les précède ou les entoure. Les cinq parties ne sont pas appelées chapitres mais «chantiers d'étude». La voie privilégiée pour rendre compte, dans l'ensemble de ces «chantiers», de la dynamique des contradictions consubstantielles à l'émergence et au développement des sciences de l'éducation, consiste à mettre en avant, dans la singularité des analyses, les tensions que n'a cessé de connaître cette discipline. Les controverses qui apparaissent à la lecture des contributions sont sans doute les plus à même de rendre visible le fait que «les sciences de l'éducation ont connu un développement dont la forme est loin d'être linéaire». (10)

Dans une introduction bilingue (français et allemand), R. Hofstetter et B. Schneuwly replacent le processus de «disciplinarisation» des sciences de l'éducation dans le contexte analytique des sciences sociales. Loin de rechercher un objet déterminé, la «disciplinarisation» est un processus en perpétuel mouvement. Elle se construit en fonction de l'évolu-



tion et de la définition des terrains, des pratiques scientifiques et des réseaux de communication. «Elle ne présuppose donc nullement une entité épistémologique clairement définie et sur laquelle s'accorderait la communauté scientifique». (8) Dans l'introduction sont ancrées des questions que les auteurs appellent «vives» et qui traversent les différents chapitres: «[...] nous focaliserons notre attention sur les enjeux et questions vives qui trouvent une résonance particulière en sciences de l'éducation.» (3) Refus là encore de céder à la facilité d'une analyse univoque.

La première partie a recours aux sources historiques pour circonscrire l'horizon préalable dans lequel se sont dressées, au tournant des 19^e et 20^e siècles, les possibilités d'émergence de la science de l'éducation dans le cadre institutionnel des chaires de pédagogie. Les «premières inscriptions académiques de la pédagogie ou science(s) de l'éducation» se sont construites sur un terrain instable malgré l'ambition de fonder la nouvelle science sur des critères scientifiques unifiés et définitifs. La lecture de ces premiers travaux permet une analyse comparative des prémisses académiques de la science de l'éducation en fonction des contextes géographiques, historiques et culturels.

Alors que la pédagogie s'est mise en marche vers la science, apparaissent des «controverses autour des finalités de la nouvelle science pour l'éducation» comme le signifie le titre de la deuxième partie. Les travaux rendent compte de l'inadéquation discursive qui s'installe entre le savoir des théoriciens et le savoir pratique des enseignants. Ces différentes voix permettent d'entendre le processus de différenciation entre chercheurs et praticiens: de la «complémentarité des rôles» à la «méfiance et la disqualification réciproques». (18)

La troisième partie poursuit la réflexion autour du clivage entre «profession

et discipline» et s'interroge sur leurs «rapports aux demandes sociales». Alors que les travaux scientifiques se nourrissent fréquemment de la réalité sociale, les travaux en sciences de l'éducation sont, quant à eux, gavés par la réalité qu'ils doivent analyser: elle est trop abondante. Dès lors, ne parvenant que très difficilement à se distancer des nombreuses demandes sociales provenant des milieux éducatifs, la pédagogie peine à se voir reconnue comme une science à part entière. Contestée par les milieux scientifiques, pour qui elle ne parvient que trop rarement à établir la distance suffisante entre la pratique et la théorie, elle l'est aussi par les praticiens, pour qui le processus social consistant à transformer en règles et discours scientifiques les enjeux éducatifs est fréquemment perçu comme une perte.

Ne réussissant pas à s'affirmer comme discipline autonome, les sciences de l'éducation ne peuvent s'affranchir des autres disciplines avec lesquelles elles entrent dans un «jeu d'alliances, de dissidences, concurrences, stimulations, emprunts réciproques». (24) Dès lors, la quatrième partie se propose d'explorer les «frontières mouvantes entre disciplines». La frontière la plus étendue que les sciences de l'éducation partagent avec d'autres disciplines est celle de l'objet même de leur recherche: les phénomènes éducatifs. Elles n'ont pas d'exclusivité dans l'étude de ces phénomènes. C'est en franchissant les barrières de la psychologie, de la philosophie ou encore de la médecine qu'elles acquièrent leur caution scientifique.

La dernière partie transforme en séparations géographiques et politiques les frontières qui, jusque là, n'étaient que figurées. Le titre: «entre le local et l'universel. Les contradictions de l'évolution récente des sciences de l'éducation» dévoile le paradoxe qui s'installe entre la

prétention des sciences de l'éducation à une validité supranationale, et leur réception dans le microcosme national, voire local. Certes, des réseaux de recherche internationaux s'imposent dans l'élaboration des politiques nationales d'éducation, mais la science ne peut se départir d'une compréhension et d'une interprétation différentes en fonction des aires culturelles.

Les profondes ambiguïtés et équivoques qui ont habité les discours sur les sciences de l'éducation, au cours de ces différentes études, laissent envisager une discipline à l'identité impossible à définir. Cependant, l'ouvrage de R. Hofstetter et B. Schneuwly, par la réflexion complexe et collective qu'il suscite, nous prouve que si l'identité est difficile à établir elle est néanmoins possible. Une telle constatation n'a de cesse d'éveiller chez le lecteur une forte envie de poursuivre sa réflexion. L'abondance et la variété des références bibliographiques autorisent et encouragent ce travail.

Laure Neuenschwander (Lausanne)

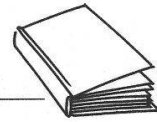
**RAINER CHRISTOPH
SCHWINGES (HG.)
HUMBOLDT INTERNATIONAL
DER EXPORT DES DEUTSCHEN
UNIVERSITÄTSMODELLS
IM 19. UND 20. JAHRHUNDERT
(VERÖFFENTLICHUNGEN
DER GESELLSCHAFT
FÜR UNIVERSITÄTS- UND
WISSENSCHAFTSGESCHICHTE 3)**

SCHWABE & CO. AG VERLAG, BASEL 2001, 503 S.,
FR. 85.-, € 51.-

Die Akten dieser im Herbst 1999 vom Historischen Institut der Universität Bern gemeinsam mit der Gesellschaft für Universitäts- und Wissenschaftsgeschichte in Sigriswil (Schweiz) durchgeführten inter-

nationalen Tagung legen eindrücklich Zeugnis ab vom internationalen Wirkungskreis eines bildungskonzeptionellen Modells. Längst und weit über den deutschen Sprachraum hinaus ist der Name Wilhelm von Humboldt mythisch verklärt und scheinbar untrennbar mit der Idee Universität verknüpft. Angesichts der Diskussionen um die Zukunft der Universitäten, die an der Schwelle zum neuen Jahrhundert weltweit geführt wird, hatten sich die Organisatoren der Tagung zum Ziel gesetzt, die Durchsetzungs- und Leistungsfähigkeit des Humboldt'schen Universitätskonzepts vergleichend und in historischer Perspektive zu thematisieren. Die Untersuchungen, Thesen und Diskussionen sind in vier Teile gegliedert. In einem historischen Blick auf das späte 18., das 19. und teilweise auch das 20. Jahrhundert werden Aspekte der Universität vor und nach Humboldt beleuchtet (Teil I). Sodann werden die Entwicklungen der Universitäten bis heute in ausgewählten Nationen auf Elemente «Humboldt'scher Prägung» hin untersucht (Teile II und III). Im letzten Teil wird der Blick von stärker institutionell-organisatorischen Argumenten weg zu vermehrt inhaltlichen Fragestellungen gelenkt und das Verhältnis des Humboldt'schen Universitätskonzepts zu den Disziplinen und zur Wissenschaftspraxis untersucht (Teil IV).

In thematisch gelungener Zusammenstellung unternehmen es die Beiträge von Teil I («Von der vorklassischen zur klassischen Universität Humboldts»), die Universitätslandschaft im Bereich des späteren Deutschlands entlang den Kategorien zu diskutieren, die gemeinhin als für das Humboldt'sche Universitätsmodell kennzeichnend gelten: die Prinzipien von Freiheit und Einsamkeit, die Verbindung von Lehre und Forschung, die Wissenschaftlichkeit der Bildung und die Abgrenzung von Schule und Univer-



sität. Ausgangspunkt ist dabei in allen Beiträgen die universitätspolitisch zentrale Schrift Humboldts «Über die innere und äussere Organisation der höheren wissenschaftlichen Anstalten in Berlin», die im Winter 1809/10 – das heisst kurz vor der Eröffnung der Universität Berlin im Oktober 1810 – entstanden sein dürfte, aber erst um 1900 von Bruno Gebhardt wiedergefunden und veröffentlicht worden war. *Helmut G. Walther* und *Rüdiger vom Bruch* diskutieren, welchen Einfluss die bildungs- und universitätspolitischen Debatten anderer Wissenschaftler (zum Beispiel J. G. Fichte, F. W. J. Schelling, F. D. E. Schleiermacher) oder Staatsdiener (zum Beispiel J. v. Massow, K. F. von Beyme) dieser Jahre auf Humboldt gehabt haben können. Vorgängig formuliert *Peter Moraw* einige Thesen zur Entwicklung der Universitäten und modifiziert dabei die von ihm selber 1982 erarbeitete Dreiteilung der Universitätsentwicklung in ein vorklassisches, klassisches und nachklassisches Zeitalter als eher typologische denn chronologische Gliederung.

Eine kritische Sichtung des Phänomens eines «Humboldt'schen Modells» legt sodann *Sylvia Paletschek* vor. Ihr gelingt es, die Zeitgebundenheit der Berliner Universitätsgründung in ihrer Humboldt'schen Konzeption und die Dominanz anderer (nicht Humboldt'scher) Bezugskriterien für die ideelle und institutionelle Begründung anderer Universitäten in deutschen Landen bis weit in die zweite Hälfte des 19. Jahrhunderts hinein nachzuweisen. Dabei wird deutlich, dass die «Humboldt'sche» Universität vorwiegend eine mythisierende Projektionsleistung des späten 19. und frühen 20. Jahrhunderts darstellt. Dennoch können – wie *Marita Baumgarten* am Beispiel der Professoren und *Harm-Hinrich Brandt* an jenem der Studenten zeigen – etwa mit einer veränderten Berufungspraxis oder mit dem neuen Verhält-

nis zwischen Professoren und Studenten durchaus auch Elemente benannt werden, die auf lange Frist eine Durchsetzung einer «Humboldt'sche Universitätsidee» andeuten. Insgesamt ist aber unbestritten, dass die Rede von einem Humboldt'schen Universitätsmodell vor allem eine Ex-post-Erklärung für die Entstehung der deutschen Universitätslandschaft aus Sicht eines Deutschland der Zeit nach 1861 darstellt. Zusammenfassend gliedert *Wolfgang Hardtwig* die Ergebnisse in sieben Punkte, die zugleich den «Mythos» Humboldt entlarven und der Universität Berlin den ihr gebührenden Platz in der deutschen Universitätsgeschichte zuweisen.

In den Teilen II («Humboldt in Europa») und III («Humboldt in Übersee») wird der Verbreitung des Humboldt'schen Universitätsmodells in anderen europäischen und in Ländern ausserhalb Europas nachgegangen. Dabei musste verständlicherweise eine Auswahl getroffen werden, die in Europa auf Ungarn (*László Szögi*), die Niederlande mit Belgien (*Joseph Wachelder*), Norwegen (*Sivert Langholm*), England ohne Schottland oder Irland (*Marc Schalenberg*) und Frankreich (*Walter Rüegg*), ausserhalb Europas auf die USA (*Jurgen Herbst*), Kanada (*Roy Steven Turner*), Japan (*Masahide Miyasaka*) und China (*Chen Hongjie*) fiel. Zeitlich liegt der Schwerpunkt dieser «Länderberichte» in der zweiten Hälfte des 19. und der ersten Hälfte der 20. Jahrhunderts. Auch hier erleichtern die beiden zusammenfassenden Berichte von *Walter Höflechner* (Europa) und *Mitchell G. Ash* (Übersee) den Überblick über die Ergebnisse.

Wie zu erwarten zeigen sich dabei Unterschiede in der Rezeption, die massgeblich von politischen, gesellschaftlichen und Gegebenheiten des interkulturellen Austausches geprägt sind. Während Universitäten in den Ländern Euro-

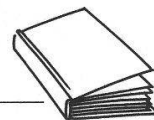
pas bereits vor der eigentlichen Verfestigung eines mythisch überhöhten Humboldt'schen Universitätsmodells teilweise deutlich von den Entwicklungen in der Universitätslandschaft der deutschen Länder beeinflusst waren, sind ausserhalb Europas die Rezeptionsbedingungen disparater. Einige Faktoren, die eine Rezeption massgeblich prägten, können beispielsweise in den institutionellen Rahmenbedingungen (Abhängigkeit vom Staat, Finanzierungsmodelle, Gesamtstruktur des Bildungssystems), in den politischen Verhältnissen (Bildung als Entwicklungsinstrument, Bildung als wirtschaftspolitische Investition) oder in der Wissenskultur (freie Forschung, Seminar) gefunden werden.

Teil IV («Humboldt und die Disziplinen») nimmt sich ausgewählter Aspekte der Universitätsentwicklung an und kreist um die Fragen der Lehr- und Forschungsfreiheit (*Rainer A. Müller, Notker Hammerstein*), um die Forschungsuniversität (*Bernhard von Brocke*) sowie um die Entwicklung einzelner Disziplinen innerhalb der Universität (*Gert Schubring*). Sie alle legen Zeugnis ab von der Blüte der deutschen Universität in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts, als die Lehr- und Lernfreiheit in die Universitätsverfassungen Eingang fand und die wesentlichen Elemente der Forschungsuniversität (Seminar und Institut) institutionalisiert wurden. Doch zur Jahrhundertwende sind auch bereits die ersten Schwierigkeiten auszumachen: Als Antwort auf die Anforderungen von intensivierter «Grossforschung» werden ausserhalb der Universitäten Forschungseinrichtungen gegründet, die wissenschaftliche Konkurrenz für die Universitäten sind. Der abschliessende Beitrag von *Cay-Rüdiger Prüll* zu «Humboldt im Dritten Reich» bleibt im Rahmen des Sammelbandes schwach eingebettet und lotet das gestellte Thema nur unter dem einen As-

pekt der versuchten, letztlich aber nicht vollständig gelungenen «Verreichlichung» aus.

Insgesamt vermittelt der Tagungsband eine breite Einsicht in das Thema. Die Fülle an Einzelbeiträgen und Untersuchungsgegenständen zeigt letztlich einen erstaunlich homogenen Befund dergestalt, als das Humboldt'sche Universitätsmodell letztlich vor allem ein wirkungskräftiges Ideengebilde der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts war, das die universitätspolitischen Diskussionen auch heute noch zu prägen vermag. Die Analyse der einzelnen Elemente dieses Modells dagegen fördert ausgesprochen vielfältige Entwicklungen zutage, die zu ordnen schwer fällt. An diesem Punkt wird sichtbar, in welchem Ausmass die im Sammelband überwiegende institutionen- und ideengeschichtliche Zugangsweise über die Universitäten hinausweisende zum Beispiel soziale, politische oder wirtschaftliche Kontextualisierungen nicht leistet, die für das historische Verständnis wesentlich wären. Immer wieder eindrücklich ist aber, in welchem Ausmass die universitätspolitischen Argumente von heute (zu wenig Zeit zum Forschen, heterogene Philosophische Fakultäten, geringe finanzielle Ausstattung) bereits diejenigen des 19. und auch des 18. Jahrhunderts waren.

Thomas Hildbrand (Zürich)



**LUCIEN CRIBLEZ, RITA HOFSTETTER
(DIR.) AVEC LA COLLABORATION
DE DANIELE PERISSET-BAGNOUD
LA FORMATION
DES ENSEIGNANTS PRIMAIRES
HISTOIRE ET REFORMES ACTUELLES**

PETER LANG, BERN 2000, 595 P., FS 45.-

Les contributions composant l'ouvrage dirigé par Lucien Criblez et Rita Hofstetter explorent la formation des enseignants primaires dans trois directions.

Tout d'abord des contributions d'historiens: monographies à propos du Valais (Danièle Perisset-Bagnoud), de l'Argovie (Peter Metz et Gottfried Hodel), du Jura (Louis-Joseph Fleury), du canton de Berne (Claudia Crotti), de la Suisse centrale (Markus Diebold), de Zurich (Alexandra Bloch, Juerg Schoch et Claude Bollier), du Tessin (Piero Bertolini, Gianni Ghisla et Ivo Monighetti), de Genève (Rita Hofstetter et Bernard Schneuwly) et enfin une approche globale de la question à propos de la Suisse alémanique (Lucien Criblez).

Des contributions ensuite aux débats sur les réformes actuelles (c'est à dire les réformes en cours en 1999): comparaison des formes organisationnelles de l'Université et des Hautes écoles pédagogiques (HEP) (Philippe Perrenoud), questions sur les possibilités d'innovation dans le domaine de la formation des enseignants (J. Oelkers), sur la fonction de formateur dans une HEP (Olivier Maradan) et sur le rôle de la didactique dans la formation des enseignants (Thérèse Thevenaz-Christen).

Une comparaison internationale enfin, avec des synthèses sur la formation des enseignants en Allemagne (Elke Schubert), en France (Claude Lelièvre), au Québec (Thérèse Hamel) et en Italie (Bertolini, cf. *supra*); une exploration de la figure de directrice d'école normale en France et en Algérie colonisée (Malika Belkaid et Daniel Hameline) et un état

des lieux à propos des Instituts universitaires de formation des maîtres en France (Alain Bouvier).

Géographiquement, la Suisse alémanique est nettement mieux couverte (en particulier par la contribution de Criblez) que la Suisse romande, pour laquelle manquent des contributions sur Vaud, Fribourg et Neuchâtel, marque évidente des lacunes de la recherche historique dans ces cantons.

Les différentes contributions se fondent d'une part sur des recherches historiques ou sociologiques fouillées (les monographies historiques) et, d'autre part sur l'expérience vécue d'acteurs des différentes et récentes innovations dans la formation des enseignants primaires. Parmi celles-ci quelques-unes ont plus spécialement retenu notre attention.

Etrangement insérée à la trois-centième page de l'ouvrage, la vue d'ensemble proposée par Lucien Criblez, *Das Lehrerseminar. Zur Entwicklung eines Lehrerbildungskonzept*, est certainement le premier texte à lire. Il explore les modalités historiques de la formation des enseignants en Suisse alémanique et construit la différence entre le *Lehrerseminar* (une formation en internat, postobligatoire, dispensée par plusieurs enseignants) et la *Muster- ou Normal-schule* (une formation sous la houlette et dans la classe d'un instituteur, se présentant comme une sorte d'apprentissage). Le succès du *Lehrerseminar*, lisible d'ailleurs également en Suisse romande avec les écoles normales valaisannes (cf. la contribution de D. Perisset-Bagnoud), vaudoise et fribourgeoise doit beaucoup à sa dimension politique. Point d'appui du pouvoir en place, ces centres de formation ont été de tout temps utilisés pour diffuser dans le peuple la pensée politique juste, qu'elle soit conservatrice, catholique, démocrate, libérale ou radicale.

Criblez montre que les fondations de *Lehrerseminar* ont lieu en deux vagues: jusque dans les années 1880, répondant à l'extension de l'Etat enseignant et à ses besoins en personnel qualifié, puis à nouveau à partir des années 1960, pour faire face à la pénurie d'enseignants.

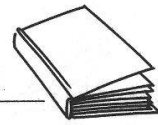
La disparition annoncée de la forme *Lehrerseminar*, avec une formation des enseignants appartenant désormais au secteur tertiaire, soulève la question de la progressive inadéquation de ces écoles historiques aux exigences actuelles. Criblez souligne leur double fonction: de formation générale à la sortie de l'école obligatoire et de formation professionnelle par la suite. Cette double identité, sous la pression du monde politique, des syndicats d'enseignants, de la concurrence intercantonale a fini par voir son unité conceptuelle se dissoudre avec la «gymnasialisation» de la formation générale, devenant petit à petit équivalente à celle menant à la maturité, et ouvrant ainsi la voie à la tertiarisation de la formation professionnelle (accès ouvert pour les porteurs d'une maturité obtenue dans un gymnase).

Criblez termine son article en se demandant de manière tout à fait pertinente si la formation générale de type gymnasial est impérative pour des enseignants qui auront pour tâche principale d'inculquer la lecture, le calcul et l'écriture?

La question de l'académisation de la formation est appréhendée par deux biais et deux articles différents; soit par la contribution d'Alexandra Bloch «*Hauptsache Sturtz der Burg von Küsnacht*». *Gesetzesvorlagen und Diskurse um eine akademische Volksschullehrerbildung im Kanton Zürich zwischen 1865 und 1938*, comme par le texte de Rita Hofstetter et de Bernard Schneuwly *L'universitarisation de la formation des enseignants et l'émergence des sciences de l'éducation 1870–1933. L'exception genevoise*. Pour

la première, les bases de cette évolution se trouvent dans les débats autour des projets de lois zurichoises de 1872 et de 1938 et l'échec de la redirection universitaire de la formation des instituteurs. Pour les seconds, la question est celle du lien entre discipline universitaire (les sciences de l'éducation) et formation professionnelle. Le premier échec zurichois est lié à l'argumentation réaliste-technique des opposants. Une formation à l'université éloignerait les instituteurs de leurs futurs élèves campagnards, ce que ne fait pas le *Lehrerseminar* de Küsnacht. Le coût des études à l'université pour les futurs enseignants serait fort élevé et exclurait les pauvres (le calcul fait par un opposant de l'investissement nécessaire et donc du salaire à verser à des instituteurs universitaires a dû aussi jouer un rôle assez déterminant). En face, les arguments du gouvernement démocrate, alors totalement hégémonique, visant à l'élévation du statut d'instituteur par la voie académique n'a pas pesé lourd face à une certaine tension entre centre et périphérie (études en ville ou à la campagne), et le projet de loi a été balayé.

Malgré l'échec de 1872, la question est restée ouverte, soutenue par les assemblées d'instituteurs. L'universitarisation a finalement eu lieu par la petite porte, avec la possibilité pour des étudiants ayant une maturité d'accéder à la formation professionnelle par le biais d'une école d'application à Zurich. En 1910, quatre possibilités existent pour devenir instituteur. Le *Lehrerseminar* de Küsnacht, celui, privé, d'Unterstrass (cf. dans le même recueil la contribution de Schoch et Bollier), la *Töchterchule* de Zurich et l'université. Par glissement, identifié par Criblez, la séparation se fait entre formation générale postobligatoire (*Unterseminar*) et formation professionnelle (*Oberseminar*). Le compromis trouvé permet la reconnaissance de la formation dans les *Unter-*



seminare comme équivalente à la maturité, ouvrant la voie d'une tertiarisation de la formation professionnelle, au sein et en dehors de l'Université.

Hofstetter et Schneuwly décrivent l'évolution qui mène à la réussite du modèle de formation des instituteurs dans le monde académique, en fondant leur questionnement sur le lien entre discipline universitaire et profession d'enseignant. Au 19^e siècle, le canton de Genève recrute ses instituteurs sur concours. Les connaissances de base des futurs régents genevois s'acquièrent par la forme de la *Musterschule*, l'apprentissage ou le compagnonnage d'un sous-régent chez un régent. On notera d'ailleurs que les salaires genevois, nettement plus élevés que ceux offerts ailleurs en Suisse romande, ne manquent pas d'attirer alors des instituteurs formés dans d'autres cantons (en particulier Fribourg, pour les classes de la partie catholique du canton), ce qui assimile partiellement le cas genevois à celui de Bâle-ville, décrit par Criblez. Le lien entre la formation des instituteurs et l'Université de Genève s'affirme dès 1872, avec la création d'une section pédagogique de l'école secondaire et avec des cours donnés par le titulaire de la chaire de pédagogie à l'université. Une complémentarité s'établit donc assez tôt et le développement de l'offre universitaire bénéficiera toujours à la formation des instituteurs genevois. La création, sous forme privée tout d'abord de l'Institut Jean-Jacques Rousseau, puis son rattachement à l'université tirera définitivement la formation des instituteurs genevois vers le monde académique. Hofstetter et Schneuwly voient dans le cas genevois une expérience comparable à d'autres, en Suisse ou à l'étranger. Notre sentiment est plutôt que l'absence d'école normale sur place fait de Genève un *hapax* pédagogique, du moins en Suisse. L'universitarisation zurichoise

s'est confrontée à des institutions en place, ayant fait leurs preuves depuis des années et dont les directeurs, ayant accédé au statut de notables sont à même de mener une campagne politique très efficace pour faire valoir leur point de vue. De plus, l'exiguïté du territoire genevois rend caduque toute tension entre centre et périphérie, très sensible à Zurich.

L'intérêt d'une comparaison entre ces deux contributions est qu'elles se fondent toutes deux sur une armature conceptuelle solide. Les théories et analyses de la professionnalisation chez Hofstetter et Schneuwly et celles de la construction de la *Bildungsbürgertum* chez Bloch. Pour les premiers, l'incarnation de l'instituteur en est rendue possible par l'universitarisation et le développement concomitant de la discipline et de la profession. Pour Bloch, au contraire, l'exclusion de l'instituteur d'une formation universitaire l'exclut des rangs du *Bildungsbürgertum*. A concept différent, conclusions différentes. On peut cependant se demander si l'instituteur universitaire est bien un *professionnel*, fonctionnaire qu'il est, et si son rattachement social ne devrait pas plutôt se faire aux échelons inférieurs du *Bildungsbürgertum*, à la petite bourgeoisie de compétences.

L'article de Jürgen Oelkers, *Probleme der Lehrerbildung: Welche Innovationen sind möglich?*, est un pavé dans la mare, questionnant brutalement l'efficacité des systèmes actuels de formation des enseignants. Pour l'auteur, une évaluation sérieuse est impossible face à l'absence de standards fixant des objectifs et face au fait que toute appréciation de la formation des enseignants est actuellement dans les faits une autoévaluation, menée par les responsables de la formation eux-mêmes. Cette situation, qui interdit tout regard détaché, rend les innovations pratiquement impossibles. Oelkers dès lors propose une série de mesures, qu'il

déclare lui-même utopiques: mandats de prestations précis donnés aux institutions de formation, avec délégation claire de compétences, limitée dans le temps; évaluation périodique des prestations, sur la base de standards connus dès le début du mandat; réformes et rectification de l'offre en fonction des constats tirés des évaluations. L'aspect brutal du texte d'Oelkers, à peine adouci par son utilisation diplomatique d'articles américains, plutôt que d'exemples suisses, est celui d'un pamphlet pour le *new public management*. L'auteur de cette recension s'en distancierait volontiers si Oelkers n'avait pas adossé sa contribution à une recherche extensive de l'*output* d'institutions de formation des enseignants, menée en enquêtant auprès des étudiants à leur sortie de formation, après un an, puis après cinq ans de pratique. Les résultats de cette investigation contraignent à une réflexion désagréable, mais raisonnée sur les systèmes de formation. Comme le dit Oelkers: «In Zukunft wird es nicht auf Gesinnung, sondern auf Effizienz ankommen, und gerade wer nicht einer neo-liberalen Marktorientierung des Bildungssystem das Wort redet, muss sich die Frage stellen, wie die Kritik mangelnder Effizienz zu begegnen ist.»

On en restera sur ce défi lancé à tous ceux qui réfléchissent, participent d'une manière où d'une autre à la formation des enseignants. A ceux-ci, la lecture de l'ouvrage de Criblez et Hofstetter s'impose, pour autant qu'ils parviennent à surmonter les lacunes du système suisse d'apprentissage des langues, qui font que Romands et Alémaniques, ayant atteint le «niveau gymnase» en allemand ou en français, demeurent largement incapables d'assimiler une contribution rédigée dans l'autre langue.

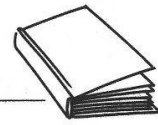
SYLVIA RAHN
DIE KARRIERISIERUNG
DES WEIBLICHEN LEBENSLAUFES
EINE HISTORISCHE REKONSTRUKTION DER ENTSTEHUNG
DER BERUFSWAHL IM WEIBLICHEN
LEBENSLAUF ENDE DES 19. UND
ZU BEGINN DES 20. JAHRHUNDERTS
(STUDIEN ZUR ERWACHSENEN-
BILDUNG, VOL. 18)

PETER LANG, FRANKFURT A. M. 2001, 308 S.,

FR. 72.-, € 45,50

Im Schnittfeld von Frauen- beziehungsweise Geschlechterforschung, historischer (Berufs-)Bildungsforschung, pädagogischer Biografie- und soziologischer Lebenslaufforschung sowie Berufs- und Arbeitsmarktsociologie thematisiert die vorliegende Arbeit die Entstehung der Berufswahl und die darauf bezogene Entwicklung der Berufsberatung für junge Frauen in Preussen Ende des 19. und anfangs des 20. Jahrhunderts. Gleichzeitig situiert sie sich im neuen Forschungsbereich der Übergangs- beziehungsweise Transitionsforschung, in der die Übergänge innerhalb des Bildungssystems, zwischen Bildungssystem und Beschäftigungssystem sowie zwischen Berufswahl und Weiterbildung untersucht werden. Die Berufswahl wird dabei einerseits als Statuspassage im Lebenslauf, die sich auf einen institutionalisierten Übergang bezieht, verstanden, andererseits als Entwicklungsaufgabe in der individuellen Biografie, bei der sich der einzelne mit gesellschaftlichen Anforderungen konfrontiert sieht, die institutionell gefordert, aber individuell zu bewältigen sind. Zudem interessiert sich die Autorin Sylvia Rahn für die in der jüngeren Sozialisations- und Jugendforschung betonte Differenz zwischen Fremd- und Selbstdeutungen.

«Mit diesem Untersuchungsprogramm, das das Berufswahlproblem der



weiblichen Jugendlichen historisch unter den Gesichtspunkten von soziologischer Statuspassage und psychologischer Entwicklungsaufgabe, von institutioneller Verankerung und biographischer Einlösung, von pädagogischer Fremddeutung und Selbstdeutung der Mädchen in den Blick nimmt», (32) verbindet Rahn ein theoretisches Interesse, das über die historische Rekonstruktion der Entstehung der Berufsberatung für junge Frauen hinausgeht und den historischen Fokus immer wieder für die Theoriebildung öffnet: Das «Individualisierungstheorem» (17) von Ulrich Beck, das er erstmals in der «Risikogesellschaft» 1986 vorgestellt hatte, geht davon aus, dass sich die gesellschaftliche Entwicklung in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts als «reflexiver Modernisierungsprozess» (Beck) beschreiben lässt, in dem die Frauen von einem allgemeinen Individualisierungstrend erfasst wurden, der sich unter anderem in der steigenden Bildungsbeteiligung zeigt. Die ungleichen Bildungsverläufe von Frauen und Männern, die «nichtindividualisierte Frau» und die geschlechtsspezifische Arbeitsteilung von produktiver und reproduktiver Arbeit sind demnach typisch für die «Erste Moderne» (33) in der Industriegesellschaft. Hier setzt Sylvia Rahns historische Untersuchung kritisch fragend ein: «Der Individualisierungsprozess ist [...] im Kern als historisch-komparativer Prozessbegriff mit inhärenter Ex-post-Perspektive konstruiert, was bedeutet, dass eine Individualisierungsdiagnose stets die Diagnose eines Wandels darstellt, die gleichsam gezwungen ist, ihren historischen Vergleichsmassstab anzugeben und zu exemplifizieren.» (32 f.)

Rahns Studie zeigt nun am Beispiel der Institutionalisierung der Berufsberatung für junge Frauen Anfang des 20. Jahrhunderts, «dass auch in der «Ersten Moderne» die Integration von Frauen

in die Gesellschaft keineswegs durchgängig nach askriptiven Merkmalen erfolgte, sondern vielmehr Institutionen geschaffen wurden, die unter Marktgesichtspunkten auf das weibliche Individuum rekurrierten», (33) dass also die Etablierung der Berufsberatung für junge Frauen «eine Begleiterscheinung von Individualisierungsprozessen» (33) war.

Die Relativierung des Individualisierungstheorems Ulrich Becks baut Rahn argumentativ in sechs Schritten auf: Ausgehend von einem normativen Bildungsprogramm für weibliche Jugendliche weist Rahn zunächst nach, dass der Übergang von der Schule in den Beruf um die Jahrhundertwende im Bildungssystem für junge Frauen nicht vorgesehen und damit nicht «Bestandteil des *institutionalisierten* weiblichen Lebenslaufs» war. (68; Hervorhebung im Original) Bis zum Ersten Weltkrieg wurde das Mädchenschulwesen allerdings grundlegend so reformiert, dass das Bildungs- und Beschäftigungssystem unter anderem durch die Einführung von Berechtigungen (Abitur) an höheren Mädchenschulen und von Frauenschulen enger miteinander verkoppelt wurden. Parallel dazu wurden die Zugangsmöglichkeiten für Mädchen zur Ausbildung in handwerklichen und kaufmännischen Berufen erleichtert. Der Aufbau der Frauenschulen begünstigte zudem die Neuschaffung und den Ausbau spezifischer Frauenberufe im pädagogischen, sozialen und paramedizinischen Bereich. Damit wurden die Geschlechterdifferenzen nicht abgebaut, sondern es entstand ein – zum Teil spezifisch weibliches – «Übergangssystem». (69) Der Beruf wurde zum Bezugspunkt der Mädchenbildung und «die Formen der Hausgemeinschaft und des ordensgemeinschaftlich-diakonischen Dienstes» verloren allmählich an Bedeutung. (83) Es entstand so eine Statuspassage im weiblichen Lebenslauf, ohne dass sie zunächst

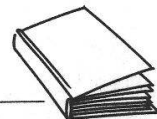
als individuelle Lern- und Entwicklungsaufgabe wahrgenommen wurde.

Diese Entwicklung, so der zweite Argumentationsschritt Rahns, bahnte sich im Diskurs um die weibliche Berufswahl an, wie er im wilhelminischen Kaiserreich in der bürgerlichen Frauenbewegung geführt wurde. Die Frauenbewegung überantwortete die weibliche Berufswahl als Entscheidung dem einzelnen Individuum, definierte sie so als Entwicklungsaufgabe und schuf mit der Berufsberatung eine einzelfallbezogene, individualistisch ausgerichtete «pädagogische Interventionsform» (119) – obwohl die Berufsberatung von staatlicher Seite, gefördert vor allem von der Zentralstelle für Volkswohlfahrt, als prophylaktische Arbeitsmarktpolitik und nicht als Mittel zur Individualisierung der Frau angesehen wurde.

Kapitel 4 rekonstruiert den Institutionalisierungsprozess der Berufsberatung im Kaiserreich und in der Weimarer Republik, zunächst im Rahmen der bürgerlichen Frauenbewegung, in der Weimarer Republik als öffentliche Aufgabe. (122 ff.) Während die individualistische Berufsberatung durch die bürgerliche Frauenbewegung auf Grenzen stieß, weil die Beraterinnen Mädchen aus anderen Milieus nur schlecht beraten konnten, gelang dies der Arbeitsverwaltung dank ihrer institutionalisierten Kontakte zu den Betrieben besser. Zudem verschaffte erst die Existenz einer staatlichen Beratungsinstitution der Statuspassage die Anerkennung als gesellschaftliche Erwartung im Sinne einer individuellen Entwicklungsaufgabe. Die Berufsberatung wurde so «zur Manifestation des Anspruchs an die weiblichen Jugendlichen, ihre Biographie nicht als qua Geschlecht vorgegeben, sondern als den Mechanismen des Marktes unterworfenen Aufgabe mit entsprechenden Gestaltungsmöglichkeiten und -zwängen zu begreifen». (161)

Im vierten Argumentationsschritt vergleicht Rahn die Institutionalisierung der Berufsberatung von weiblichen und männlichen Jugendlichen, legt empirische Daten zur Berufsberatung vor und beschreibt so die Transition in den Beruf während der Weimarer Republik. Die Daten belegen die Institutionalisierung weiblicher Übergangsmuster, wobei gezeigt wird, dass sich die Statuspassage bei weiblichen stark von derjenigen männlicher Jugendlichen unterschied: Sie war viel stärker schulförmig organisiert und sowohl die Berufsoptionen als auch die gewählten Berufe divergierten deutlich. Rahn führt dies jedoch nicht auf ein geschlechtsspezifisches Orientierungsverhalten zurück, sondern darauf, dass sich weibliche und männliche Jugendliche je marktbezogen verhielten und ihre Berufaspirationen dem nicht inklusiven Arbeitsmarkt anpassten. Die Berufsberatungstatistik belegt, «dass sich die Herausforderung besonderer institutioneller Lösungen für die Berufsbildung der Mädchen auf der biographischen Seite kollektiv ausgewirkt hat». (211) Da sich der Arbeitsmarkt in der Zwischenkriegszeit durch eine geringe Aufnahmefähigkeit auszeichnete, erlebten insbesondere die jungen Frauen den «marktinduzierten Allokationsprozess» subjektiv als kritische Phase im Lebenslauf. (212 f.)

Diese Ergebnisse lassen sich – fünfter Argumentationsschritt – auch in zeitgenössischen Selbst- und Fremddeutungsmustern nachweisen, einerseits an Schulaufsätzen weiblicher Jugendlicher (214 ff.) und andererseits an jugendtheoretischen Ordnungsvorstellungen der Zwischenkriegszeit. (236 ff.) Die Berufswahl hat sich demnach in den 1920er-Jahren als «lebensgeschichtliche Aufgabe in der Mädchenbiographie» (257) durchgesetzt. Die Lösung dieser Aufgabe wurde von den Mädchen gesellschaftlich erwartet und die Mädchen nahmen die Berufswahl



als individuell zu lösende Lebensaufgabe wahr – unabhängig davon, ob ihnen die «notwendigen Ressourcen zur Einlösung dieses Anspruchs» zur Verfügung standen und ob der Arbeitsmarkt valable Optionen zur Verfügung stellte. Der Übergang in den Beruf ist so als «sukzessiver Anpassungsprozess an die Möglichkeitsstruktur» (269) zu verstehen, in dem sich die Jugendlichen selber als individuelle Akteure erleben und Erfolge und Misserfolge mit verschiedenen Deutungsstrategien verarbeiten.

Im letzten Argumentationsschritt bezieht Sylvia Rahn die Ergebnisse der historischen Analysen auf die eingangs formulierten aktuellen Theorieprobleme zurück. Die Erträge der historischen Empirie legen zumindest dreierlei nahe: Erstens verlor der Beruf bereits in der untersuchten Periode das askriptive Kollektivmerkmal «weiblicher Naturberuf» (263) zu Gunsten einer individuell zu bewältigenden und mit Optionen versehenen Entscheidungsaufgabe, was bei jungen Frauen Bildung voraussetzte. Aber nicht nur die bildungstheoretische Variante des Berufsdiskurses, sondern auch die arbeitsmarktpolitische sorgte für die Normierung der Berufswahl und ermöglichte es, den Übergang in den Beruf als pädagogisches Problem zu definieren. Zweitens relativieren die Resultate die Sicht einer «intentionalen Implementierung» (270) eines weiblichen Übergangssystems, die davon ausgeht, dass die Schaffung von vollzeitschulischen Bildungsgängen die Mädchen vom Erwerbsystem ab- und auf die Familiengründung hinlenken sollte, und legen eine nach Berufsbereichen differenziertere Sicht nahe. Dagegen stützen die Resultate – drittens – die These einer historischen Kontinuität geschlechtsspezifischer Übergangsprobleme und relativieren damit gleichzeitig die Beck'sche Individualisierungsthese, die sich massgeblich auf die «Figur der

nichtindividualisierten Frau in der «Ersten Moderne»» (271) stützt und damit den Individualisierungsschub der «Zweiten Moderne» als nachgeholte Individualisierung der Frau begründet. Rahns Arbeit legt empirisches Material vor, das die Plausibilität der aktuellen Individualisierungstheorie zumindest in Frage stellt.

Verallgemeinernd liesse sich aus Letzterem auch schliessen, dass die Sozialwissenschaften einen sorgfältigeren Umgang mit komparativen Prozessbegriffen pflegen sollten. Nicht nur die Beck'sche Individualisierungsthese bewegt sich auf Glatteis, solange die historischen Vergleichsdaten fehlen. Ähnliches gilt auch für Prozessbegriffe wie beispielsweise Professionalisierung, Entstandardisierung und Akademisierung oder – gerade im Kontext der Bildungspolitik häufig verwendete – Prozessdiagnosen, etwa dass Kinder und Jugendliche «schwieriger» geworden seien, denen meist die historisch-komparative Bezugsgrösse fehlt.

Lucien Criblez (Zürich)

**PHILIPP GONON, KURT HAEFELI,
ANJA HEIKKINEN, IRIS LUDWIG (ED.)
GENDER PERSPECTIVES
ON VOCATIONAL EDUCATION
HISTORICAL, CULTURAL
AND POLICY ASPECTS**

PETER LANG, BERN 2001, 332 S., FR. 69.–, € 44,50

La problématique du genre dans l'enseignement professionnel reste une dimension peu explorée en sociologie de l'éducation et de la formation. Telle est la réflexion qui a conduit en 1999 des chercheurs suisses, allemands et scandinaves à mettre sur pied un colloque international et à publier les contributions issues de cette rencontre. L'intérêt de cette initiative, mais aussi sa difficulté, consiste à

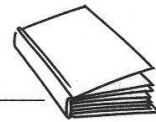
proposer un cadre d'interrogations à partir duquel il soit possible de mieux analyser l'établissement et la persistance des divisions sexuées dans ce secteur particulier du système d'enseignement.

La perspective développée dans l'introduction tout comme la plupart des articles insistent sur l'importance d'une approche ayant des dimensions aussi bien pratiques que théoriques, les premières l'emportant d'ailleurs quelquefois sur les secondes. Ils se proposent ainsi d'examiner dans quelle mesure et sous quelles formes les inégalités entre hommes et femmes subsistent en matière de formation professionnelle de base, malgré les politiques et programmes d'action qui tendent à les réduire; ils visent à montrer comment et avec quels effets cette «ségrégation» s'est constituée. Dans la construction de cette problématique, la comparaison entre les contextes suisses, allemands et scandinaves, centrée sur les professions soignantes comme cas exemplaire de «formation réservée aux femmes», s'avère une bonne piste à exploiter: elle met en évidence que les catégorisations et les hiérarchisations de genre, même si elles présentent «un air de famille» dans chaque pays, sont loin d'être une construction culturelle et historique complètement identique puisqu'elles sont issues de configurations sociales, économiques et politiques distinctes. Par exemple, selon les contextes nationaux, la profession d'infirmière peut être conçue et investie par et pour des femmes d'origine bourgeoise ou populaire, la scientification des formations et des savoirs infirmiers peut être plus ou moins poussée.

Il nous semble toutefois qu'un questionnement conceptuel plus élaboré serait nécessaire pour rendre compte des logiques de différenciation sexuée et de leur reproduction dans les institutions scolaires et dans les marchés du travail,

deux univers entre lesquels l'enseignement professionnel opère la jonction. Sur ce plan, quelques-unes des contributions présentent des optiques intéressantes. L'étude des modalités de carrière scolaire et professionnelle, des «choix» sexués qui y président, est un axe d'étude central. Sylvia Rahn l'appréhende en confrontant les transformations historiques de la signification biographique et de la prise en charge collective de l'orientation professionnelle des femmes avec les théories sociologiques contemporaines de l'individualisation des trajectoires privées et professionnelles. Il apparaît ainsi que la notion même de «choix» recouvre des registres et des pratiques différents pour les femmes et pour les hommes. Les rapports entre genre et professionnalisation constituent une autre voie d'analyse prometteuse. S'appuyant sur les travaux de sociologie des professions qui étudient les trajectoires de professionnalisation dans plusieurs secteurs d'activité, Christine Mayer repère les éléments historiques permettant de comprendre que la profession d'infirmière se soit moins rapidement «scientificisée» en Allemagne que dans d'autres pays. Dans la dernière contribution du volume, Lea Henriksson montre que les théories sociologiques sur les professions ont développé des types de discours qui tendent à occulter les relations de genre. Elle adopte par là une distance réflexive à partir de laquelle il est possible de relire avec profit l'ensemble des autres contributions.

Par rapport au traitement de la problématique annoncée dans le sous-titre de l'ouvrage, on soulignera en conclusion que l'axe «policy» est abordé quasi exclusivement dans ses modalités très contemporaines et à travers la vision fragmentaire de mesures politiques particulières; une moindre attention est accordée au rôle historique joué par les autorités publiques et les représentants profes-



sionnels dans la construction sexuée de l'enseignement. Les enjeux culturels de la différenciation sont eux principalement appréhendés à travers les concepts de «valeurs» et «d'identités». Ceux-ci prennent surtout une pertinence lorsque les traits caractéristiques d'occupations masculines et féminines sont étudiés simultanément pour être confrontés. A la croisée des perspectives historique, culturelle et politique, une interrogation complémentaire susceptible d'enrichir la thématique subsiste: est-ce que les divisions de genre sont plus ancrées, naturalisées, agissent avec plus d'efficacité symbolique dans l'enseignement professionnel que dans l'enseignement de niveau secondaire ou universitaire et si oui pourquoi?

Muriel Surdez (Fribourg)

BARBARA FRIEHS
DAS AMERIKANISCHE SCHULWESEN
ZWISCHEN MARKTIDEOLOGIE UND
STAATLICHER VERANTWORTUNG
STANDARDISIERUNG, PRIVATI-
SIERUNG UND WETTBEWERB ALS
REFORMPROGRAMM FÜR DAS
AMERIKANISCHE SCHULSYSTEM
(EUROPÄISCHE HOCHSCHUL-
SCHRIFTEN, REIHE 11, PÄDAGOGIK,
VOL. 841)

PETER LANG, FRANKFURT A. M. 2002, 213 S.,
FR. 56.-, € 35,30

Als 1983 die amerikanische National Commission on Excellence in Education *A Nation at Risk* publizierte und darin vor allem auf die starke Abhängigkeit der amerikanischen Volkswirtschaft und des Wohlstands der amerikanischen Bevölkerung von guten Resultaten des Bildungssystems aufmerksam machte, gleichzeitig den Zustand der Schulen aber in schwarzen Tönen schilderte, geriet die amerika-

nische Bildungspolitik in einen «Alarmzustand» – nicht unähnlich demjenigen, den Georg Picht knapp 20 Jahre zuvor mit *Die deutsche Bildungskatastrophe* in Deutschland ausgelöst hatte. Auf *A Nation at Risk* folgten weitere Krisendiagnosen, die insgesamt den Schulen Amerikas ein schlechtes Zeugnis ausstellten. *The Imperative of Educational Reform* – so der Untertitel der Analyse der *National Commission* – wurde ernst genommen und ein Reformprogramm für die amerikanischen Schulen (und die Lehrerbildung, die sehr schnell als einer der Hauptgründe für den schlechten Zustand der Schulen identifiziert wurde) ausgelöst, das bis heute nicht abgeschlossen ist. Zwar wird die wissenschaftliche Basis der Krisenrhetorik inzwischen mit guten Argumenten in Frage gestellt (vgl. etwa David C. Berliner, Bruce J. Biddle, *The Manufactured Crisis – Myths, Fraud, and the Attack on America's Public School*, Reading 1995), was den Reformaktivismus bislang jedoch kaum eingeschränkt hat.

Barbara FrieHS gibt in ihrem Band einen guten Überblick über diese seit *A Nation at Risk* etablierten Schulreformen beziehungsweise Schulreformdiskussionen, die gleichzeitig von einer starken Ökonomisierungs- und Privatisierungs-«Welle» erfasst wurden. Sie ordnet die jüngeren Entwicklungen einerseits in eine längere Entwicklungsperspektive ein (Kapitel 2 und 3), andererseits interpretiert sie die Reformbemühungen auf dem Hintergrund eines Grundkonfliktes im amerikanischen Bildungswesen, der sich kurz so beschreiben lässt: “How can we be equal and excellent, too?” (22) Wesentliche Gründe für die Probleme des amerikanischen Schulsystems ortet sie in der Aufgabenteilung zwischen Bundesstaat, Gliedstaaten und Kommunen, die sich in der Finanzierung beziehungsweise der Abhängigkeit der Finanzierung des

Schulwesens von – sehr unterschiedlich fließenden – Steuergeldern spiegelt. (23 ff.) Die Ungleichbehandlung liegt damit – unter anderem – im Steuersystem begründet, was eine Art Teufelskreis zur Folge hat, indem begüterte Eltern die Wohnortwahl von der Qualität der Schulen abhängig machen, als überdurchschnittliche Steuerzahler aber wiederum dafür sorgen, dass den Schulen an ihrem Wohnort genügend Geld zur Verfügung steht.

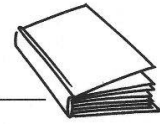
Als wichtige Reformbestrebungen bezeichnet Friehs die «verstärkte Dezentralisierung und Schaffung autonomer Handlungsräume für Einzelschulen» – eine Entwicklung, die in den 1990er-Jahren den deutschen Sprachraum erreicht hat. Beide Reformen sollen «gute Schulen» fördern. (45) Allerdings werden diese Bestrebungen in den USA durch Versuche konkurrenziert, nationale Standards mittels regelmässigen Leistungsprüfungen durchzusetzen. Die standardisierten Leistungstests gehen auf die 1960er-Jahre zurück, als regelmässige Tests zur Bedingung für die Unterstützung benachteiligter Schüler an öffentlichen Schulen wurden. Bush, Clinton und Bush jun. setzten und setzen sich für national standardisierte Tests ein. Die Administration Clinton liess 1994 vom Kongress die *Educate America Act* verabschieden, die standardisierte Tests für alle Schüler auf der vierten, achten und zwölften Schulstufe in den Fächern Englisch, Mathematik, Naturwissenschaften, Sozialkunde und Wirtschaftskunde vorsehen. (49) Allerdings sind an amerikanischen Schulen bis heute verpflichtende Tests nicht flächendeckend eingeführt.

Die Reformversuche seit Mitte der 1980er-Jahre sind inzwischen auch in Europa bekannt und zum Teil nachzuahmen versucht worden. Friehs zeigt im Kapitel «Marktmechanismen als Steuerungselemente im öffentlichen Schul-

wesen» (65 ff.) Versuche der Profilierung (*Magnet Schools*) und der Autonomisierung von Einzelschulen auf und weist beispielhaft auf Versuche mit der freien Schulwahl hin. Die Bilanz der Versuche ist allerdings ernüchternd: Die *Magnet Schools* haben die besten Schüler und Lehrer aus den «gewöhnlichen» öffentlichen Schulen abgezogen. «Die freie Wahl des Konsumenten und andere Marktmechanismen produzieren nicht automatisch lauter «gute» Schulen.» (83)

Unter dem Titel «Privatisierungstendenzen im öffentlichen Schulwesen» beschreibt Friehs vier unterschiedliche Entwicklungstendenzen im amerikanischen Bildungswesen (103 ff.): erstens die Einführung von Bildungsgutscheinen (*vouchers*); zweitens die Gründung von *Charter Schools*, die nach der Genehmigung in fast vollständiger Unabhängigkeit von staatlichen Vorgaben funktionieren können, allerdings auf Sponsoring angewiesen sind; drittens das *contracting*, in dem Non-Profit-Organisationen vertraglich mit der Führung einzelner Schulen oder ganzer Schuldistrikte beauftragt werden. Letztlich weist Friehs auf die starke Zunahme des *homeschooling* hin: Kinder werden dabei nicht mehr kollektiv in Schulen unterrichtet, sondern privat von den Eltern zu Hause. Ein kritischer Hinweis auf die antisäkulare Tendenz dieser Entwicklung fehlt allerdings; die Entwicklung wird eher auf dem Hintergrund der Schulkritik der 1980er-Jahre interpretiert.

Obwohl Friehs die Schaffung autonomer Handlungsspielräume für die Einzelschule und die Professionalisierung der Lehrerschaft für die Verbesserung des amerikanischen Schulwesens für unabdingbar einschätzt, bilanziert sie die Privatisierungstendenzen eher kritisch: «Ob die Leistungsqualität aller Schulen im System [...] ansteigen wird, sobald sie marktwirtschaftlichen Vorgaben Folge



leisten müssen, ist daher mehr als fraglich» (186) oder: «Vouchers verhelfen jedoch nur einigen wenigen unterprivilegierten Kindern unter Umständen zu einer guten Ausbildung, tragen aber nichts dazu bei, auch jene zu unterstützen, die in den schlechten Schulen verbleiben müssen, womit die Chancengleichheit der Schüler noch weniger als bisher gewährleistet werden könnte.» (187)

Was in der Bilanzierung leider nicht berücksichtigt wird, sind empirische Studien zu den Effekten der Schulreformen, die inzwischen vorliegen

(vgl. zusammenfassend etwa G. Whitty, S. Power, D. Halpin, *Devolution and Choice in Education. The School, the State and the Market*, Buckingham 1998). Sie stützen die eher skeptische Bilanz von Barbara Friehe. Vielleicht rezipiert die deutschsprachige Diskussion nach den Marktideen für das Bildungswesen demnächst aus den USA auch die skeptische Bilanz der Reformen. Überblicke wie der vorliegende könnten dies zumindest anregen.

Lucien Criblez (Zürich)

ALLGEMEINE BESPRECHUNGEN COMPTES RENDUS GENERAUX

ERIC GOLAY

QUAND LE PEUPLE DEVINT ROI MOUVEMENT POPULAIRE, POLITIQUE ET REVOLUTION A GENEVE DE 1789 A 1794 (PREFACE DE MICHEL VOVELLE, TRAVAUX SUR LA SUISSE DES LUMIERES, VOL. III)

EDITIONS SLATKINE, GENEVE 2001, 688 P., FS 100.-

Etonnante, cette révolution genevoise, qui débute en janvier 1789, triomphe en deux étapes: 1792 et 1794, connaît sa Terreur, modeste, son Thermidor, avant de se survivre jusqu'à l'incorporation de la petite république dans la Grande Nation, en 1798. Cependant le parallèle évident avec la France est trompeur; si mouvements populaires et journées révolutionnaires rythment le déroulement des deux révolutions avec une certaine analogie, ils conservent, à Genève, les particularités que leur imprime le petit Etat citadin.

Cette autonomie, cette originalité se retrouvent à l'égard de la Suisse. Si, dans l'ancienne Confédération de 1798, les campagnes sujettes se révoltent contre les villes privilégiées, la révolution genevoise, elle, est essentiellement urbaine, malgré le coup de main décisif donné par les sujets de la campagne, en 1792, pour obtenir l'égalité politique. Genève est même la seule ville suisse à connaître de véritables révolutions, depuis le 18^e siècle: 1792-1794; 1846.

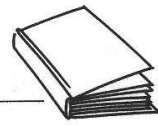
Pourtant, comme le souligne Eric Golay, l'auteur de la présente thèse, la révolution genevoise de 1789 à 1794 demeure mal connue, voire oubliée.

D'abord, estime-t-il, parce que, d'une manière générale, l'historiographie tradi-

tionnelle suisse privilégie tout ce qui est union, consensus, au détriment des oppositions, des ruptures, que l'on tend à gommer. Les historiens genevois avaient en outre d'autres raisons pour négliger leur révolution: ne constituait-elle pas le prélude à la période française, celle de Genève chef-lieu du département du Léman, que l'on voulait oublier et qui n'a commencé à être étudiée sérieusement qu'à l'occasion du bicentenaire de 1998? Aussi ne disposait-on, jusqu'à maintenant, à part quelques publications préliminaires de Golay, que d'ouvrages déjà fort anciens qui, se plaçant dans la perspective de l'annexion, s'intéressaient beaucoup plus aux rapports de Genève avec son puissant voisin qu'aux mouvements de foule et à la politisation des masses.

Toute autre est la perspective de cette thèse. S'inspirant des acquis de l'historiographie française, elle est centrée sur le mouvement populaire, moteur de la révolution. Pour cela, son auteur a systématiquement dépouillé le flot d'imprimés de toutes sortes (heureusement bien répertoriés dans l'excellente bibliographie d'Emile Rivoire) et, surtout, les procédures criminelles, qu'il lui a fallu, bien sûr, analyser, interpréter et décrypter pour tenter de retrouver, sous le langage juridique et à travers les dénégations et dissimulations, la parole du peuple.

Malheureusement, à quelques exceptions près, les registres de séances, listes de membres et autres pièces originales de la cinquantaine de cercles et clubs (ce dernier terme se substitue progressivement au premier en 1792-1793) ne nous sont pas parvenus. Néanmoins, par des recoupements, par la recherche systématique



des traces qu'ils ont pu laisser (adresses aux autorités, sources externes...), Golay réussit à donner une idée générale de leur activité et de leur engagement politique. On ne saurait trop insister sur ces cercles, forme d'une sociabilité traditionnelle apparue au 18^e siècle, interdits durant la période de réaction entre 1782 et 1789, qui se politisent et deviennent des clubs. Comme le relève le préfacier, M. Vovelle: «Si l'on tente une mise en perspective européenne, il y a là une expérience collective dont seuls Paris et quelques grandes villes françaises offrent l'équivalent, sans pour autant épuiser l'originalité de l'expérience genevoise.»

A juste titre, Golay accorde une grande importance aux représentations qui, surtout en période révolutionnaire, constituent un élément primordial de la réalité sociale. Il procède pour cela à des analyses du «discours» révolutionnaire tel qu'il s'exprime dans le flot d'imprimés dont nous avons hérité, mais recourt aussi aux sources judiciaires dont nous avons parlé, d'autant plus que l'acte lui-même, le geste même trahissent souvent les représentations de leur auteur.

De nombreuses pages sont consacrées à la création, au développement et au fonctionnement des institutions révolutionnaires, à partir de 1793, car elles dépendent beaucoup du mouvement populaire, ne serait-ce que par cette démocratie directe intégrale qui est alors pratiquée. L'analyse systématique des votes décisionnels de 1793 à 1798 est particulièrement frappante. Au total, les citoyens ont été amenés à se déplacer 259 fois, ce qui fait une moyenne de quatre fois par mois, dont 81 fois rien que pour la période de janvier 1793 à juillet 1794, l'apogée de la révolution, soit une moyenne d'un scrutin tous les sept jours! Sur ce point, l'auteur prend en compte toute la période révolutionnaire, c'est-à-dire jusqu'en 1798, ce qui fait un peu regretter

(sans oser le lui reprocher) qu'il n'ait pas fait de même pour les autres sujets où il s'arrête à l'été 1794, quand, devenu roi, le peuple souverain se coule dans les nouvelles institutions qu'il s'est données et s'y endort progressivement. Ce serait là le sujet d'une autre étude, bien nécessaire.

L'accent mis sur le mouvement populaire, la volonté d'écrire une histoire vue d'en bas conduisent l'auteur à entrer dans les multiples détails d'un ensemble foisonnant à souhait; le résultat en est une histoire «vivante sans sombrer dans l'anecdotique», pour reprendre l'expression de Vovelle. Mais, pour demeurer clair sans élaguer et schématiser, l'auteur a adopté un ordre tantôt thématique, tantôt chronologique, ce qui implique nécessairement des répétitions ou, à défaut, des renvois. Ceux-ci se font en référence à un premier numéro, celui du chapitre, et à un second, celui du sous-chapitre.

Malheureusement ces derniers ne sont pas numérotés, ni dans le texte, ni dans la table des matières. Outre ce fâcheux détail, on peut se demander s'il n'aurait pas été préférable, pour la lisibilité de l'ensemble, d'adopter une périodisation plus exigeante, quitte à développer, à l'intérieur de chaque tranche, certains thèmes. Cela aurait peut-être évité nombre de ces renvois, chevauchements et enjambements chronologiques qui compliquent inutilement la lecture d'un texte par ailleurs clair et agréable.

Relevons encore que Golay fait souvent preuve d'un heureux sens de la formule. Cependant, il est des pages où une courte précision, un bref rappel auraient facilité la lecture. Ainsi l'auteur insiste à juste titre sur la localisation des événements, des clubs, dans la géographie urbaine; mais, quand il en vient à parler de «l'hanger d'artillerie», dont les factions se disputent le contrôle, il faut attendre une quinzaine de pages pour qu'une note infrapaginale nous apprenne qu'il était

situé dans le bastion de Hollande, près de la place Bel-Air. (308)

Un point nous laisse un peu sur notre faim, si l'on ose dire, celui de la crise des subsistances, de la vie chère et de leur influence sur le déroulement des événements. L'auteur, qui connaît bien l'historiographie de la Révolution française, est tout à fait convaincu de cette influence, mais il nous semble qu'il l'affirme plus qu'il ne la montre; on sent que son intérêt est ailleurs. Dans le même ordre d'idée, on se serait attendu à plus de développements concernant le Comptoir patriotique d'horlogerie, déjà étudié il est vrai par Babel.

Il y aurait nombre de thèmes à retenir de ce livre d'une grande richesse. On se bornera à en évoquer deux. La révolution se développe au nom de l'égalité; elle met à bas «cette hiérarchie d'aristocraties subordonnées» que dénonçaient certains révolutionnaires. (112) Mais elle le fait par une extension des privilèges liés au statut de citoyen, que l'on concède aux natifs, habitants, sujets de la campagne. A aucun moment, sauf dans les déclarations, ce statut et les privilèges qu'il implique ne sont conçus comme les droits inaliénables de toute personne, en tant qu'être humain. De ce fait, l'Edit d'Egalité du 12 décembre 1792 ne s'étend ni aux domiciliés, qui doivent remplir un certain nombre de conditions restrictives pour accéder à la citoyenneté, ni aux catholiques du voisinage le plus immédiat de la ville, puisque, et le peuple le confirmera par son vote, seuls les réformés peuvent être citoyens. Quant aux étrangers qui quémanderont leur admission, ils seront tous, comme l'établit Golay, régulièrement rejetés en votation populaire. Dès 1795, on reviendra en arrière et l'on créera une catégorie de domiciliés, sans droits politiques. C'est une attitude que l'on retrouvera lors de la formation du territoire cantonal, sous la Restauration,

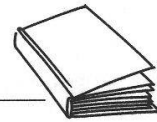
et qui perdurera. En cela, la Genève de 1792–1798 est déjà très «suisse».

La possession d'un statut privilégié, même s'il s'étend à une majorité de la population, la tradition religieuse réformée: le peuple élu, porteur de la lumière au sein des ténèbres obscurantistes, la prise en main de ses destinées par le peuple, tout cela crée un fort sentiment collectif d'appartenance dont les pages de cette thèse fournissent de multiples exemples. Aussi n'est-il pas étonnant que les partisans de Grenus, les «Marseillais», qui penchaient vers une intégration à la Grande Nation, n'aient trouvé que peu de soutien. On souhaiterait d'ailleurs en savoir plus sur eux, mais il semble que la documentation à leur sujet soit des plus restreintes.

Le sentiment national genevois et la volonté d'indépendance ne sont pas véritablement remis en cause par la France révolutionnaire de cette époque, trop soucieuse de maintenir la paix sur sa frontière de Bâle à Genève (relevons à ce propos que Golay a effectué des recherches à Paris et à Berne). Mais peut-être voyait-on les choses différemment dans le bassin géographique dont Genève constituait le centre naturel. Il y aurait une étude intéressante à entreprendre sur les rapports entre révolutionnaires français locaux (Gex, Saint-Julien, Carouge etc.) et les révolutionnaires genevois, sur leurs convergences mais aussi leurs conflits d'intérêts, suivant les moments; sur la façon dont ils se sont mutuellement perçus.

L'un des mérites de cette thèse, c'est d'amener son lecteur à se poser des questions et d'inciter à de nouvelles recherches.

Marc Vuilleumier (Genève)



HEIDI WITZIG
POLENTA UND PARADEPLATZ
REGIONALES ALLTAGSLEBEN
AUF DEM WEG ZUR MODERNEN
SCHWEIZ 1880–1914

CHRONOS, ZÜRICH 2000, 448 S., FR. 48.–

Angestossen durch das vor beinahe zehn Jahren auf breiter Front lancierte Projekt einer «Alltagsgeschichte der Schweiz», stellt das wichtige Buch von Heidi Witzig das vorerst einzige handfeste Resultat dieses Unternehmens dar. Die übrigen Beteiligten (Regina Wecker, Jakob Tanner, Bernard Degen) mussten ihr Engagement aus den verschiedensten Gründen, namentlich infolge anderweitiger Beanspruchung, reduzieren, ohne dass das Unternehmen damit definitiv begraben worden wäre. Dieser Hintergrund ist dem Vorwort des Buchs nur in Andeutung zu entnehmen. So bleibt denn auch offen, welche Untersuchungen anfänglich auch noch geplant waren und welchen Stellenwert der hier präsentierte «regionale Alltag» in einem grösseren Kontext hätte einnehmen sollen. Dies tut dem Buch, das sehr wohl auf eigenen Füßen zu stehen vermag, keinen Abbruch. Die relativ weit zurückreichende Entstehungsgeschichte vermag aber vielleicht die Prominenz des Leitmotivs «Alltag» zu erklären, das in aktuellen Forschungsvorhaben einen beträchtlichen Teil seiner Anziehungskraft bereits wieder eingebüsst hat.

«Alltag» wird hier als übergreifende, keineswegs unreflektiert eingesetzte Kategorie verwendet. Die Autorin unterscheidet zwischen «Alltagsleben» und «Alltagserleben»: zum einen die Fülle von Gegebenheiten und Einflüssen, welche Arbeit und Zusammenleben formen; zum andern die individuellen und kollektiven Aneignungsprozesse, in denen sich soziale Handlungsfähigkeit konstituiert. Diese wird ihrerseits geprägt und vielfältig

gebrochen im Einwirken sozialer «Benennungsmächte», jener Instanzen von Erziehung, Schule, Kirche und Staat, welche den Rahmen möglicher Deutungsmuster abstecken. Hier berührt die Untersuchung das Feld der Diskursanalyse, ein Begriff, der allerdings (wohl mit Bedacht) ausgespart bleibt. Untersucht werden sechs regionale Fallbeispiele (ursprünglich geplant waren sogar neun): das früh industrialisierte, vor allem reformierte Zürcher Oberland, wo Heidi Witzig auf Grund ihrer vorangegangenen, mit Elisabeth Joris zusammen verfassten Studie auf breite Vorkenntnisse zurückgreifen konnte (*Brave Frauen, aufmüpfige Weiber. Wie sich die Industrialisierung auf Alltag und Lebenszusammenhänge von Frauen auswirkte (1820–1940)*, Zürich 1992, 3. Aufl. 1995); das St. Galler Rheintal als konfessionell paritätisches, später, aber nachhaltig industrialisiertes Gebiet; Zürich als Beispiel einer Grossstadt; das Freiburger Senseland als stark von einem Zentrum abhängige verarmte voralpine Peripherie; und schliesslich zwei recht unterschiedliche Ausschnitte der alpinen Welt: das Val d'Anniviers und das Val d'Hérens im Wallis als alte inneralpine Selbstversorgungsregionen sowie das Maggia- und Verzasca-Tal im Tessin als verarmende und stark von Emigration betroffene Bergtäler. Angesichts dieser Fülle sehr unterschiedlicher geographischer, agrarischer, verkehrsmässiger und industrieller Voraussetzungen stellt der Vergleich eine eigentliche Herausforderung dar, einen «Balanceakt» in der «Definition einer angemessenen Abstraktionsebene», wie die Autorin unterstreicht (19). Als übergreifende Schlüssel dienen die Kategorien von Geschlecht, sozialer Schicht und Konfession, welche vielfältige Möglichkeiten zur Herstellung von Vergleichbarkeit bieten.

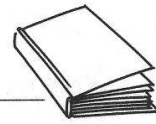
Das verarbeitete Quellenmaterial ist enorm in seiner Breite, wobei den er-

fassten lebensgeschichtlichen Dokumenten (Briefwechsel, Lebensberichte, Autobiografien) eine zentrale Rolle zukommt. Insgesamt sehr zahlreich, reduziert sich ihre Zahl – verteilt auf die sechs Regionen – bisweilen auf einige wenige, exemplarisch eingesetzte Fälle. Mit fortschreitender Lektüre entsteht ein gewisses Mass an Vertrautheit mit einzelnen, in den sechs Kapiteln immer wieder auftretenden ProtagonistInnen, die uns teilweise in sehr anrührenden und persönlichen Dokumenten entgegentreten, so etwa die Brautbriefe eines jungen Paares aus dem St. Galler Rheintal, das die entstehende Beziehung, die Geschlechterrollen und Facetten der zukünftigen Ehe aushandelt. Gelegentlich ergeben sich verblüffende personelle Querverbindungen zwischen den Regionen, die so wohl nur in der kleinräumigen Schweiz denkbar sind, wenn zum Beispiel der Vater der Walliser Hebamme Adeline Favre in der Aluminium-Industrie AG in Chippis arbeitet, gegründet vom Zürcher Unternehmer Huber-Werdmüller, der seinerseits im Stadtzürcher Abschnitt exemplarisch figuriert.

Die wenigen Bemerkungen mögen eines verdeutlichen: Die Stärke der Untersuchung liegt nicht in den knapp gehaltenen (aber durchaus hinreichenden) theoretisch-methodischen Passagen, sondern in der Qualität des erschlossenen Materials. Die Vielfalt anregender Resultate kann hier nur angedeutet werden. Die analysierenden Beschreibungen gewinnen immer wieder grosse Dichte. Geschildert werden Arbeit und Zusammenleben unter extrem unterschiedlichen Bedingungen, materielle und (erb)rechtliche Voraussetzungen, der Jahresverlauf, die Ernährung, saisonale Wanderungen oder dauerhafte Emigration und immer wieder: die Arrangements und Verhältnisse zwischen den Geschlechtern, zwischen den Generationen, zwischen wohlhabenderen und är-

meren Gemeindeangehörigen. Das Geschlechterverhältnis tritt als komplexe Machtkonstellation in Erscheinung, die vielfach – aber keineswegs ausschliesslich und immer – durch extreme Formen weiblicher Ohnmacht und Unterwerfung gekennzeichnet ist. Diese sind geprägt durch die Belastungen härtester körperlicher Arbeit, kaum unterbrochen durch die ständige Geburt immer weiterer Kinder, gezeugt durch den von kirchlichen und staatlichen Autoritäten abgesegneten, vom stillen Zwang der Überlieferung, bisweilen aber auch durch offene männliche Gewalt durchgesetzten Geschlechtsverkehr. Namentlich in der Schilderung der alpinen und voralpinen (Sensebezirk) Regionen öffnet sich der Blick in eine Welt archaischer Rohheit, die sehr stark durch den schon beinahe totalitären Zugriff des Katholizismus geprägt ist. Im gemischtkonfessionellen St. Galler Rheintal hingegen passt sich das katholische Milieu – angetrieben durch das Konkurrenzverhältnis zur anderen Konfession und die Dynamik der wirtschaftlichen Entwicklung – durchaus auch den zeitgenössischen Botschaften des liberalen Fortschritts an.

Die Verhältnisse der Industriearbeit und der sozialen Ungleichheit in der sich verhärtenden Klassengesellschaft der Jahrhundertwende wurden schon öfter zur Darstellung gebracht. Die parallelen, und doch wie aus einem anderen Zeitalter wirkenden Verhältnisse der voralpinen und alpinen agrarischen Welt wurden so hingegen noch nie daneben gestellt. Dasselbe gilt für die Lebensformen der Familien, Sozialisation und Verhältnis der Geschlechter, kombiniert mit den systematisch berücksichtigten Einflüssen von Schule und Kirche. Sehr anregend in ihren Bezügen zur Gegenwart wirken die Passagen über innerfamiliäre Kommunikationsformen, namentlich die Unterscheidung «schweigender» von «reden-



den» oder «gemischten» Milieus. Sehr überzeugend wird die typischerweise starke regionale Verankerung der bürgerlichen Eliten herausgearbeitet, die im Zeichen des «gemeinsamen Nutzens» private unternehmerische Interessen und kommunale Entwicklung (Verkehr, Elektrifizierung, Schulen) zu verbinden verstanden.

Die Verarbeitung eines enorm vielfältigen Materials zu einer Form, die nicht im Chaos der Einzelheiten und der Beliebigkeit der Phänomene untergeht, stellt eine ausserordentliche Leistung dar. In den ein- oder überleitenden Passagen sowie in den vergleichenden Abschnitten, welche die Kapitel jeweils beschliessen, wird die Anstrengung zur Synthese bisweilen greifbar. Trotz der grossen Zahl sinnreicher Bezüge zwischen den behandelten Regionen gelingt die Verklammerung – auf Grund der nachvollziehbaren Schwierigkeit – nicht immer mit gleicher Stringenz. Auch vermisst man eine abschliessende Diskussion der Resultate in ihrer Relevanz für die sozialgeschichtliche Darstellung der Schweiz. Diese ist in hohem Mass gegeben. Anschaulich wie noch selten wird die ausserordentliche Heterogenität der schweizerischen Lebenswelten, die wirtschaftsstrukturelle, geografische, kulturelle und konfessionelle Fragmentierung einer in Umwandlung begriffenen Gesellschaft. Die Wirksamkeit solcher feinen, im Zuge des sozialen Wandels stets wieder erneuerten Gliederungen dauert in der Gegenwart fort; sie prägt Gesellschaft und Politik des Landes in einer noch darzustellenden Weise. «Gesellschaftsgeschichte» in diesem umfassenden Zugriff ist derzeit nicht in Mode; überflüssig ist sie deshalb noch lange nicht. Die Studie von Heidi Witzig leistet einen wichtigen Beitrag dazu.

Mario König (Basel)

BEATRICE SCHUMACHER
FERIEN
INTERPRETATION UND POPULARISIERUNG EINES BEDÜRFNISSES.
SCHWEIZ 1890–1950

BÖHLAU, WIEN 2002, 418 S., FR. 69.–

Was gibt es Schöneres als vor einem aufgeklappten Weltatlas zu sitzen, sich mögliche Ferienzele zu überlegen und in Gedanken all die Annehmlichkeiten des Feriendaseins durchzugehen? Ferien – ein Begriff, der für die Flucht als dem Alltag steht, für das gerade nicht Alltägliche. Ferien gelten heute zumindest für Lohnempfängerinnen und Lohnempfänger als Selbstverständlichkeit. Dem war nicht immer so. Wie Beatrice Schumacher aufzeigt, lohnt es sich, diesem Prozess der Entstehung eines Bedürfnisses aus historischer Perspektive nachzugehen.

Noch im 19. Jahrhundert waren Ferien nur wenigen Privilegierten aus dem höheren Bürgertum vorbehalten, und die schweizerische Tourismusbranche lebte bis in die Zwischenkriegszeit im Wesentlichen von einer gut situierten ausländischen Klientel. Um 1900 begannen aber auch breitere Schichten, Ferien in Schweizer Hotels zu verbringen, bis Ferien schliesslich zum Konsumgut der grossen Masse wurden.

Beatrice Schumacher untersucht nun weniger die Tatsache des bürgerlichen oder proletarischen Reisens, als dessen Bewertungen und Begründungszusammenhänge. Sie siedelt ihre Untersuchung auf zwei Ebenen an. Während sie im ersten Teil ihrer Publikation auf einer Diskursebene «kulturelle Definitionsarbeit» leistet, indem sie verschiedene Interpretationen des Ferienbedürfnisses aufrollt, geht es im zweiten Teil um dessen Popularisierung.

Unter dem Titel «Kraftstationen» befragt sie zunächst diejenigen Instanzen, die für die Formulierung beziehungsweise ■ 159

Neuformulierung des Ferienbedürfnisses relevant erscheinen. Nebst der Physiologie und der Hygiene sind dies der Tourismus und das Erwerbssystem.

Die Überschrift zum *ersten Teil* steht für die physiologisch und hygienisch begründete und im Alltagsbewusstsein verankerte Notwendigkeit des Schlafs, der Sonntagsruhe und – mit einer gewissen zeitlichen Verzögerung – der Ferien in einer zunehmend Reizüberflutungen ausgesetzten (städtischen) Bevölkerung. Für die Formulierung einer Ferienvorstellung war das aus den Erkenntnissen der Naturwissenschaften gezogene energetische Körperdenken relevant. In einem erweiterten Kontext liessen sich Ferien als eine Art «grosser Sonntag» (so der Titel des ersten Kapitels) interpretieren, den man am besten auf dem Land zubachte, um den schädlichen Folgen der fortschreitenden Urbanisierung zu entfliehen.

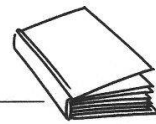
Die physiologische und hygienische Perspektive wird nun nicht allein in (populär)wissenschaftlichen Texten evident, sondern vielmehr in einer breiten Quellenpalette, bis hin zu Selbstzeugnissen von Reisenden. Daraus erklärt sich bereits, dass das energetisch-physiologische Denken der Wissenschaft nur einen Teil der Formulierung des Ferienbedürfnisses darzustellen vermag. Das wissenschaftliche Denken eröffnete aber eine grosse Interpretationsfläche, auf welcher verschiedene Aushandlungsprozesse zur Ausformulierung ebendieses Bedürfnisses stattfanden. So zeigt sich denn der Konstruktionsprozess des Ferienbedürfnisses als schwer fassbar, die parteipolitischen und sozialen Grenzen überschreitend. Das erste Kapitel stellt in diesem Sinn, wie Beatrice Schumacher es formuliert «eine Spurensuche im weiten Feld von touristischer Praxis, gesundheitlicher, moralischer und gesellschaftspolitischer Leitvorstellungen und der damit eng ver-

knüpften Popularisierung naturwissenschaftlichen Wissens» dar. (32)

Von der «Verallgemeinerung» eines Bedürfnisses handelt das anschliessende Kapitel. Das Bedürfnis nach Ferien musste im Erwerbssystem eingebracht, interpretiert und befriedigt werden. Wie dies getan wurde, exemplifiziert Schumacher an den kaufmännischen Angestellten als Elitegruppe der unselbstständig Erwerbstätigen und der sozial-reformerischen Politik zu Gunsten der Arbeiterferien. Schliesslich zeigt sie auf, wie im Erwerbssystem im Verlauf eines Verrechtlichungsprozesses Normen entstanden und welche Bedeutungen ihnen für den semantischen Gehalt des Begriffs Ferien und Urlaub zukamen.

Das Erwerbssystem produzierte um die Jahrhundertwende den männlichen Vollzeiterwerbstätigen als «Normalität». Dadurch, dass sich die Grundprinzipien der Feriengewährung an solch neuen «Normalitäten» im Erwerbssystem orientierten, erhielten sie unter anderem eine geschlechterspezifische Dimension. Ein den Erwerbstätigen äquivalentes Ferienrecht für nicht erwerbstätige Frauen existierte nicht, respektive der Ehemann war im Rahmen seiner ökonomischen Rolle als Ernährer gemäss dem bürgerlichen Familienmodell für die Feriengewährung an seine Frau zuständig. Hinsichtlich der erwerbstätigen Frauen hingegen lässt sich eine grundlegende Änderung verzeichnen, welche auch schichtenübergreifend war. Obwohl bezahlte Ferien für die Mehrheit der Arbeiterinnen und Arbeiter vor 1914 unbekannt waren, wurden Ferien auch für sie denk- und verhandelbar.

«Auftanken» – der Titel des *zweiten Teils* – soll auf mögliche Strategien der Befriedigung eines Bedürfnisses, das sich als Mangel an Energie präsentiert, hinweisen. Im Zentrum stehen dabei kollektive Versuche der Bedürfnisbefriedigung. In drei zuweilen recht detailreichen Kapi-



teln geht Beatrice Schumacher denjenigen «Ferienpopularisierern» nach, die beispielhaft für einen bestimmten Zeitabschnitt oder eine bestimmte Entwicklungstendenz stehen: Für den Zeitraum von 1895–1932 sind dies die verschiedenen Ferieneinrichtungen und -konzepte des schweizerischen Bahnpersonals (Idee des «Paradieses»); für 1935–1948 der von Gottlieb Duttweiler ins Leben gerufene Hotelplan («Genuss im Überfluss») und dann praktisch zeitgleich die Reisekasse, vielleicht besser bekannt unter ihrem Kürzel Reka («Jedem Werktätigen die verdienten Ferien»).

Beatrice Schumacher greift verschiedene Reflexionsebenen zur Historisierung des Gegenstands auf. Dadurch, dass sie Ferien als lebensweltliche Praxis begreift, geht sie über eine bisher betriebene Geschichte der Freizeit und des Tourismus hinaus, welche auf der Grundidee der «Demokratisierung des Reisens» aufbaut. Die Historikerin will durch ihre kulturgeschichtliche Herangehensweise *beyond selfevidence* vorstossen. Ein wichtiges methodisches Instrument, welches gleichzeitig die Struktur des Textes legt, ist die Betrachtungsweise des Gegenstandes unter dem Fokus seiner beiden Metaphern «Kraftstationen» und «Auftanken».

Eine Essenz der Ferienvorstellung will die Autorin indes nicht heraus Schälen. Gerade darin liegt meines Erachtens das Innovative der Studie. Beatrice Schumacher eröffnet in ihrer Publikation gleich mehrere, facettenreiche Perspektiven, indem sie einen enormen Quellenfundus aus Wissenschaft und Wirtschaft (Tourismusbranche, Verbände etc.) auswertet und ihre Bilder nicht nur im Buch plaziert, sondern diese gleichzeitig als interpretativ ergiebige Quellen nutzt.

Überraschend ist die Klammerleistung, welche das letzte Kapitel vornimmt. Unter einem neuen Fokus, nämlich demjenigen des Raums, werden die vorher-

gegangenen Kapitel nochmals analysiert und ergänzend interpretiert. Die Autorin führt uns zu diesem Zweck entlang der Abbildung eines vielleicht zweijährigen, sich den Strand entlang bewegendes Knabens, in ein neu zu besetzendes Feld, in eine *liminal zone* – ein Begriff aus der *leisure*-Forschung –, was heissen will, in den Übergang von einem Zustand in den anderen, ins Dazwischen-Sein. Schumacher entlarvt den Strand als «Ort der Befreiung», als Flucht aus dem Alltag und dem Gewohnten aber alsbald als Mythos, den es zu hinterfragen gilt, umso mehr, als *liminality* auf den ersten Blick nichts mit den vorausgegangenen Analysen zu tun haben scheint. In diesem Zusammenhang weist sie bezüglich ihrer analysierten Ferieninterpretationen auf ein Paradox hin, das sich aus den vorgefundenen physiologisch-hygienischen Abgrenzungsstrategien gegenüber möglichen «liminalen» Qualitäten von Ferien und dem gleichzeitigen Versprechen auf eine Überschreitung von Grenzen – insbesondere sozialen – ergibt. In diesem paradoxen Spannungsfeld sieht Beatrice Schumacher einen möglichen Zugang zur Ferienforschung, dadurch dass sie den «Raum <jenseits> des <Alltags> als Raum der in Frage gestellten Grenzen, als Spannungs- und Beziehungsfeld» verstanden wissen will. (377)

Monika Imboden (Zürich)

SASCHA BUCHBINDER
DER WILLE ZUR GESCHICHTE
SCHWEIZERGESCHICHTE UM 1900
– DIE WERKE VON WILHELM
OECHSLI, JOHANNES DIERAUER
UND KARL DÄNDLIKER

CHRONOS, ZÜRICH 2002, 317 S., FR. 48.–

Die «Schweizergeschichte» ist voller Bilder, Mythen und Sagen. Zwar besass die Geschichtswissenschaft mit der kritischen Methode am Ende des 19. Jahrhunderts ein Werkzeug, welches beim Trennen der gesicherten Fakten von schwammigen Überlieferungen und Bildern half. Doch die drei an dieser Methode geschulten Historiker Karl Dändliker, Johannes Dierauer und Wilhelm Oechsli, deren Werke in der Dissertation von Sascha Buchbinder neu ausgegraben werden, zögerten – wo ihnen die Quellen fehlten – nicht, die Leerstellen der Geschichte wieder mit alten Mythen aufzufüllen. Diese wichtigen Repräsentanten der Schweizer Nationalgeschichtsschreibung hatten bei Max Büdinger in Zürich eine Ausbildung in der kritischen Methode erhalten. Am Anfang ihrer Karriere wirkte das auch noch: So schildert Buchbinder den jungen Dierauer als einen, der «sich als Mythenzertrümmerer hervortat». Doch die drei befreundeten Forscher haben in ihren grossen Überblickswerken und Schulbüchern allesamt eine Versöhnung zwischen kritischer Methode und sagenhafter Überlieferung angestrebt.

Sascha Buchbinder will mit seinem Buch keine Ideologiekritik betreiben. Es wäre aus der heutigen Perspektive wohl auch nicht mehr interessant, diesen längst verstorbenen Forschern vorzuwerfen, sie hätten dem Schweizer Bundesstaat eine Tradition «erfunden». Diese Tradition wirkt aber nach und macht immer noch einen Teil der schweizerischen Identität aus. Deshalb ist es ein spannendes Unterfangen, der Entstehungsgeschichte der

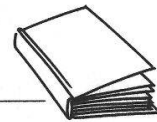
zentralen Werke von Oechsli, Dierauer und Dändliker nachzugehen.

Das Werk umfasst zwei Teile. Zuerst legt der Autor ausführlich dar, wie er vorgegangen ist und vor welchem theoretischen Hintergrund er seine Quellen zu untersuchen gedenkt. Der zweite Teil widmet sich den einzelnen Autoren und deren Werk.

Dem Autor gelingt es zu zeigen, dass die genannten Historiker in die Rolle von Priestern schlüpfen, die mit ihren Erzählungen eine säkulare Ersatzreligion kreieren, die aus einer Bevölkerung ein Volk macht. Eine wichtige Rolle spielen dabei Bilder, die Geschichte gewissermassen erlebbar machen wie in einem Film. Zentrale Motive, an denen dies exemplifiziert wird, sind zum Beispiel die Schlachten von Sempach oder St. Jakob an der Birs. Das Opfer des mythischen Winkelried vermittelt einen positiven Helden, der das Zusammenstehen für das Ganze symbolisiert und damit gleichzeitig die traumatische Erfahrung des Sonderbundkriegs überdeckt.

Theoretisch stützt sich Buchbinder auf Maurice Halbwachs, Pierre Nora, Claude Lévi-Strauss, Sigmund Freud, Jacques Lacan, Walter Benjamin, Roland Barthes, Sigrid Weigel usw. Buchbinder hält dafür, dass sprachliche Bilder aus der historischen Erzählung «ähnlich Traumbildern in der Lage sind, aktuelle Botschaften [...] in sich aufzunehmen». Im Laufe der Zeit sammeln sich darin folglich verschiedene Bedeutungsschichten an. Der Beitrag der drei Nationalhistoriker liegt darin, die ganze Erzählung auf eine Vorgeschichte des Bundesstaats zuzuspitzen. Der Bundesstaat erscheint damit als das Ende der Geschichte.

Im Grossen und Ganzen gelingt es Buchbinder hervorragend, diese Bemühungen auszuweisen. Er hat damit einen sehr interessanten Beitrag zur neueren Historiografie der Schweiz geleistet.



Vielleicht ein wenig mehr Ausleuchtung hätten zwei Aspekte verdient: Erstens geht Buchbinder leider nur sehr allgemein auf die Vernetzung und die Wirkungsgeschichte der drei Autoren ein. Zweitens kommt der internationale Vergleich zu kurz, und dort wo er vorkommt ist er auch nicht immer präzise. So stellt Buchbinder fest, dass die Bedeutung des Militärischen in der Nationalgeschichte Österreichs im Zusammenhang mit der Niederschlagung von Unruhen stehe, während die Armee in der Schweiz vor allem als Propagandainstrument gedient habe. Dabei spielt zum Beispiel bei den Tiroler Kaiserjägern der Begriff der Freiheit eine zentrale Rolle. Die Bedeutung der Tiroler Schützen zehrt bis heute von ihrer Mitwirkung in den «Befreiungskriegen» gegen die bayrische und französische Besetzung. Zum Einsatz für die Herrschaft Habsburgs assoziieren die Pfleger der Schützentradition ein Bild, welches auch in der Gegenwart in den Rahmen passt.

Diese leise Kritik soll aber nicht davon ablenken, dass Sascha Buchbinders Dissertation eine lesenswerte Studie zum Geschichtsbild der Schweiz darstellt, die auch methodische Anregungen bietet.

Franz Horváth (Zürich)

**PETER HUG
SCHWEIZER RÜSTUNGSINDUSTRIE
UND KRIEGSMATERIALHANDEL
ZUR ZEIT DES NATIONAL-
SOZIALISMUS
UNTERNEHMENSSTRATEGIEN –
MARKTENTWICKLUNG –
POLITISCHE ÜBERWACHUNG
(VERÖFFENTLICHUNGEN
DER UNABHÄNGIGEN EXPERTEN-
KOMMISSION SCHWEIZ – ZWEITER
WELTKRIEG, BD. 11)**

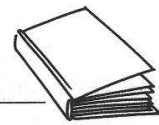
CHRONOS, ZÜRICH 2002, 2 BÄNDE, 976 S., FR. 98.–

Im Rahmen der auf 25 Einzelpublikationen ausgelegten Monografieserie der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg ist kürzlich die mit Spannung erwartete Untersuchung von Peter Hug über die Geschichte der schweizerischen Rüstungsindustrie während der Zeit der NS-Diktatur erschienen. Wie schon die orientierende Durchsicht zeigt, ist der Verfasser dabei weit hinter die Zeitspanne zurückgegangen, die der Titel seiner Publikation anzeigt. In mehr als einem Viertel des fast 1000 Seiten umfassenden Werks setzt er sich mit der Entstehung einer exportorientierten Gruppe der schweizerischen Rüstungsindustrie auseinander, die zu Beginn der 1920er-Jahre im Sog der verdeckten deutschen Wiederaufrüstung aufgebaut wurde. Dass dieser erweiterte Zugang analytisch zwingend ist, erschliesst sich sofort bei der systematischen Lektüre. Hug kann nachweisen, dass die Entwicklung der exportorientierten schweizerischen Rüstungsindustrie von den frühen 1920er-Jahren bis zum Ende des Zweiten Weltkriegs durch die Dynamik der deutschen Wiederaufrüstung und Kriegswirtschaft beherrscht wurde. Bis zu Beginn der 1930er-Jahre war sie in die europaweit dezentralisierte und verdeckt betriebene Weiterentwicklung der deutschen Rüstungstechnologie eingebettet, und in

dieser Phase entstanden ihre entscheidenden personellen, unternehmerischen und institutionellen Netzwerke, die das Geschehen bis tief in den Zweiten Weltkrieg bestimmten (2. Kapitel, 93 ff.). 1932/33 wurden die Blaupausen der verdeckten Rüstungskooperation dann repatriert und ermöglichten der NS-Diktatur den sofortigen Übergang zur Massenproduktion von Kriegswaffen (3. Kapitel, 255 ff.). Da die deutschen Eliten parallel zum internen Rüstungsboom auch Kriegsmaterial zur Devisen- und Rohstoffbeschaffung zu exportieren begannen, fungierten die schweizerischen Partner seither als loyale Tarn- und Aushängeschilder für besonders heikle Auslandsgeschäfte. Dies hielt die Deutschen jedoch nach dem Übergang zur offenen Hochrüstung keineswegs davon ab, ihren bisherigen Steigbügelhaltern auf den Drittmärkten systematisch Konkurrenz zu machen (4. Kapitel, 333 ff.). Sie schalteten die schweizerische Waffen- und Munitionsindustrie zuerst in China und Südamerika und danach bis 1938 auf dem Balkan aus. Daraufhin vollzogen die betroffenen schweizerischen Unternehmen eine abrupte Kehrtwendung und belieferten seit 1938/39 neben Japan vor allem Frankreich und Grossbritannien, die nun ihrerseits unter dem Eindruck der aggressiven Expansionspolitik des «Dritten Reichs» verstärkt aufrüsteten (5. Kapitel, 463 ff.). Nach der Niederlage Frankreichs im Juni 1940 folgte schliesslich ein neuerlicher Kurswechsel, der vor allem von den Bundesbehörden forciert wurde (6. Kapitel, 575 ff.): Obwohl die Deutschen zu dieser Zeit nur eine Einschränkung der schweizerischen Rüstungsexporte an die Westalliierten forderten, orientierten sich die führenden schweizerischen Rüstungsunternehmen unter dem Druck der Kriegstechnischen Abteilung und der aussenwirtschaftlichen Führungsstäbe vollständig auf den deutschen Rüs-

tungsmarkt um und bemühten sich um die Einbeziehung ihrer hochgefahrenen Produktionskapazitäten in die deutsche Kriegswirtschaft. Erst als die Deutschen im Herbst 1944 die Kreditlinien des schweizerisch-deutschen Clearingvertrags allzu massiv überschritten, zogen die schweizerischen Bundesbehörden die Notbremse und verhängten ein generelles Exportverbot für Kriegsmaterial. Selbst zu dieser Zeit spielten moralisch-politische und neutralitätsrechtliche Erwägungen bei der Entscheidungsfindung keine Rolle, und auch die massive alliierte Kritik hatte sie kaum beeinflusst.

Mit dieser Einbettung der Geschichte der schweizerisch-deutschen Rüstungsgeschäfte in ihre internationalen Verflechtungen ist Hug eine eindrucksvolle und überzeugende historische Fallstudie über die überaus komplexen Beziehungen zwischen Machtpolitik und Rüstungsdynamik in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts gelungen. Methodisch schliesst er dabei zu jenen älteren Untersuchungen auf, in denen vor allem unter dem Einfluss Georg Hallgartens die nationalstaatsgeschichtliche Optik zu Gunsten einer international vergleichenden Perspektive verlassen wurde. Da Hug als Mitarbeiter der Expertenkommission im Gegensatz zu den Autoren dieser Vorarbeiten das Privileg eines – fast – uneingeschränkten Aktenzugangs nutzen konnte, gelangte er zu bedeutenden Erkenntnisfortschritten. Er hat die alten Hypothesen der kritischen Rüstungshistorie ausdifferenziert und mit Fleisch und Knochen ausgestattet. Besonders bedeutsam ist der Nachweis, dass die Unterstützung der verdeckten und ins Ausland verlagerten Technologiephase der deutschen Rüstungspolitik in den 1920er- und frühen 30er-Jahren für das spätere Machtbündnis der NS-Diktatur weitaus wichtiger war als die Einbindung des schweizerischen Produktions-



potenzials in die deutsche Kriegswirtschaft seit 1940/41, weil sie 1933/34 die sofortige Umschaltung zur Massenproduktion von Rüstungsmaterial ermöglichte.

Das ist aber nicht der einzige Grund, weshalb alle, die über die Geschichte von Rüstung und Kriegswirtschaft im kurzen 20. Jahrhundert arbeiten, Hugs Untersuchung künftig immer griffbereit haben sollten: Die Auswertung der Unternehmensakten der schweizerischen Waffen- und Munitionsindustrie hat es ihm gestattet, ein überaus lebendiges – und in vielem überraschend aktuell wirkendes – Bild der schweizerisch-deutschen Rüstungskoooperation und ihrer Netzwerke zu zeichnen. Da die Absatzmärkte der Kriegswaffenhersteller im Wesentlichen der öffentlichen Nachfrage unterliegen, sind ihre Umsätze und Gewinnspannen immer eine Resultante der vielschichtigen Interaktionen zwischen den zumeist privatwirtschaftlichen Anbietern und den behördlichen Abnehmern. Diese schillernde Sphäre wurde seit den 1920er-Jahren von Desperados des abgehalfterten wilhelminischen Offizierskorps und der stillgelegten Rüstungswirtschaft begründet, denen der Absprung in das zivile Leben nicht geglückt oder verhasst war. Sie waren seither überall dort in Europa und Übersee anzutreffen, wo sich ihnen die Chance bot, ihre politischen Gewaltphantasien als Militärberater, Rüstungsindustrielle, Verkaufsagenten und Waffenkonstrukteure mit der Beschaffung von Einkommen zu verbinden. Im Bündnis mit den nationalistischen Aufstandsbewegungen der 1920er- und 30er-Jahre forderten sie den Völkerbund heraus. Sie bekämpften den «Bolschewismus», wo immer sie konnten. Vor allem aber bereiteten sie im Zusammenspiel mit den Kadern der Reichswehr einen Revisionskrieg gegen die Ententemächte vor, um die deutsche «Weltgeltung» im zweiten An-

lauf durchzusetzen. Den schweizerischen Stützpunkt dieses Netzwerks hat Hug nun gründlich ausgeleuchtet, und endlich gewinnen die uns bislang nur schemenhaft bekannt gewesenen Gegenrevolutionäre und protofaschistischen Kriegshandwerker vom Schlag eines Max Bauer, Waldemar Pabst, Rudolf Ruscheweyh oder Waldemar von Vethacke Arm in Arm mit ihren schweizerischen Gesinnungsfreunden und Helfern konkret fassbare Konturen. Sie waren die grenzüberschreitend tätigen Planer, Akteure und Profiteure der Waffengeschäfte, die schliesslich den Weg zur Aggressions- und Rüstungspolitik des «Dritten Reichs» ebneten. Es ist mehr als ein mikroökonomisches Datum, wenn Hug in diesem Zusammenhang nachweist, dass die Provisionen und Bestechungsgelder, welche die Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon Bührle & Co. in den Kriegsgeschäftsjahren 1940/41–1942/43 auszahlte, die in dieser Periode aufgebraachte Lohnsumme erheblich überstiegen. (648)

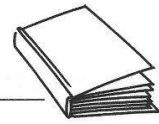
Von den schweizerischen Behörden wurde dieses in den 1920er-Jahren entstandene Netzwerk mehr als geduldet. Dabei fehlte ihren Spitzenexponenten jegliches Unrechtsbewusstsein: Nach höchstrichterlichem Urteil waren die Bestimmungen des Versailler Vertrags für die Schweiz nicht bindend. Sie hielten die auf dem Ergebnis des Ersten Weltkriegs begründete Nachkriegsordnung für einseitig und forderten die Gleichbehandlung der Deutschen im Völkerbund, was die paradoxe Folge hatte, dass sie die deutsche Wiederaufrüstung befürworteten und sich im gleichen Atemzug für die Abrüstung der Ententemächte aussprachen. Hinzu kam ein militanter und im Gefolge des Landesstreiks von 1918 durchaus auch hausgemachter Antikommunismus, der die dem rechten Flügel der Freisinnigen und dem katholischen Konservatismus angehörenden Bundes-

räte und Ressortchefs gegenüber den Folgen ihrer prodeutschen Einstellung vollends blind machte. Hug hat diesen mentalen Rahmen, der die schweizerisch-deutschen Rüstungsnetzwerke zwei Jahrzehnte lang begünstigte und sich im Juni 1940 zur ökonomischen Kollaboration mit dem «Dritten Reich» verdichtete, überzeugend herausgearbeitet. Genau so überzeugend widerlegt er die Argumente, mit denen die schweizerischen Eliten nach dem deutschen Fiasko von 1945 ihre fatale Bündnispolitik rechtfertigend verschleierten. (775 ff.) Sie hatten das Haager Neutralitätsrecht nicht etwa hoch geschätzt, sondern missachtet und vielfach gebrochen. Die Rüstungsexporte waren keineswegs ein Beitrag zur schweizerischen Landesverteidigung, weil sie die strategischen Rohstoffreserven vernutzten. Ihr Beschäftigungseffekt war minimal: Wären die in Gestalt der Clearingkredite zur Finanzierung der Kriegsmaterialexporte aufgebrauchten Steuergelder anderweitig investiert worden, so hätte dies weitaus höhere Lohnzahlungen und wirksamere Multiplikatoreffekte zur Folge gehabt. Noch nicht einmal die schweizerische Landesverteidigung wurde durch die Rüstungsexporte gestärkt, denn die vergleichsweise kleine Kerngruppe der Offshore-Unternehmen erledigte während der Kriegsjahre nur 5,3 Prozent der Binnenaufträge für Rüstungszwecke. (786) Es ist erfrischend zu sehen, mit welcher Leichtigkeit Hug am Ende seiner Studie die Nebelbänke auflöst, die seit nunmehr fast 60 Jahren die schweizerisch-deutsche Rüstungspartnerschaft in der Zwischenkriegszeit und während des Zweiten Weltkriegs einhüllten.

Ein überaus wichtiges Buch also: Nur ein Verfasser, der mit grossem Fleiss, Engagement und Scharfsinn bei der Sache war, konnte nach einer vergleichsweise doch recht kurzen Arbeitsphase einen derart gewichtigen Meilenstein in das

Terrain der kritischen Rüstungshistorie einpflanzen. Gleichwohl möchte ich mir auch einige kritische Hinweise erlauben – nicht, um die Verdienste Hugs bekenntniserisch zu schmälern, sondern als Impuls für die weitere Forschung, die ja bekanntlich nie an ihr Ende kommt.

Es hätte der Studie sehr genützt, wenn Hug das in seinen grenzüberschreitenden Verflechtungen so hervorragend ausgeleuchtete Terrain der schweizerischen Rüstungsindustrie nicht auf die Hersteller und Anbieter von direktem Kriegsmaterial (Waffen, Waffenoptyk, Munition und Zünder) beschränkt hätte. Die Bedeutung dieser Kerngruppe und ihrer Spitzenmanager – Oerlikon Bührle & Co., Machines Dixi SA, Waffenfabrik Solothurn AG, Tavoro SA, Schweizerische Industrie-Gesellschaft und Wild Heerbrugg – für die schweizerisch-deutsche Rüstungskoooperation wird niemand bestreiten. Aber Hug selbst weist immer wieder darauf hin, dass sie für die deutsche Kriegswirtschaft seit 1940/41 keine Schlüsselrolle mehr spielte und sich deshalb mit umfangreichen Bestechungsoperationen und Anpassungsleistungen nachgerade in sie einkaufen musste. Gefragt waren aus deutscher Sicht hingegen solche Komponenten des schweizerischen Produktionspotenzials, die teilweise nur indirekt Rüstungsgüter darstellten, jedoch der deutschen Rüstungsindustrie für entscheidende Fertigungsprogramme fehlten und kaum anderweitig zu beschaffen waren: Präzisionsinstrumente, Spezialwerkzeugmaschinen, die elektrotechnischen Komponenten der Waffenträger aller drei Wehrmachtteile, Kugellager, Aluminium und einige Vorprodukte der Spreng- und Kampfstoffchemie. Sie waren genau so wie die von Hug in ihrer Bedeutung zu Recht hervorgehobenen Zünder-Fertigungskreise für die deutsche Rüstungswirtschaft unersetzlich und deshalb «kriegsentscheidend», nicht aber die



schmale, auf automatische Infanterie- und Flugabwehrwaffen konzentrierte Produktpalette der Waffen- und Munitionshersteller, und wurden auch entsprechend vorrangig importiert. Dass Hug die Lieferanten dieser «funktionalen» Rüstungsgüter aus seiner Analyse ausschliesst, wirkt angesichts der überragenden Bedeutung, die sie für die Deutschen hatten, unverständlich. Denn es wäre methodisch ohne weiteres möglich, die um ihre mittelbaren Komponenten erweiterte Rüstungssphäre von den übrigen aussenwirtschaftlichen Beziehungen abzugrenzen. Auch die Quellenlage ist gut, und es ist bedauerlich, dass Hug nicht auf die entsprechenden Überlieferungen – beispielsweise die umfangreichen Untersuchungsberichte und Dokumentationen der amerikanischen Militärregierung (OMGUS) und einige deutsche Unternehmensarchive – zurückgegriffen hat.

Hinzu kommen einige Ungenauigkeiten und ein nicht ganz unbedeutendes theoretisches Defizit. Bei der Erörterung der britischen Wirtschaftskriegspraxis bleiben einige Aspekte unklar. Dies wäre leicht zu beheben gewesen, wenn Hug das einschlägige Standardwerk von W. N. Medlicott (*The Economic Blockade*, 2 Bände, erweiterte Ausgabe 1978 mit wichtigen Quellenbelegen) konsultiert hätte. Auch die Detailfehler bei der Auseinandersetzung mit dem Rheinmetall-Manager und Agenten der Wehrmacht-Abwehr Waldemar Pabst wären leicht vermeidbar gewesen, denn Doris Kachulle hat darüber in den letzten Jahren – unter anderem in der Zürcher *Wochenzeitung* – wichtige neue Ergebnisse vorgelegt. Theoretisch fragwürdig erscheint mir hingegen die in dem Buch durchgängig zu findende Annahme, bei der Erzeugung von Rüstungsgütern finde eine Wertschöpfung statt. Rüstungsproduktion ist jedoch immer «Minusproduktion», nämlich Verschleiss von personellen und

materiellen Ressourcen zur Herstellung von Gütern des Staatskonsums *auf Kosten* der volkswirtschaftlichen Wertschöpfung. Dass dabei gleichwohl Profite gemacht werden, steht auf einem anderen Blatt. Sie basieren jedoch nicht auf Wertschöpfung, sondern sind willkürlich festgesetzte Zahlungen, die zusammen mit dem ebenso willkürlich festgesetzten Kostpreis des Kriegsmaterials aus dem volkswirtschaftlichen Steueraufkommen oder aus Staatsanleihen und öffentlichen Krediten finanziert werden. Hieraus erklärt sich auch der parasitäre Charakter der rüstungsindustriellen Transaktionen, den Hug so glänzend aus den Unternehmensakten rekonstruiert hat.

Ein weiteres Problem sehe ich auf der interpretatorischen Ebene. Hug beschreibt anschaulich, wie weit gehend sich die schweizerischen Behördeneliten seit der Niederlage Frankreichs auf die ökonomische Kollaboration mit den Deutschen einliessen und dabei die seit 1938 eingeführten Instrumentarien zur Regulierung des Kriegsmaterialexports benutzten: Sie bedrängten die Waffen- und Munitionshersteller nachgerade, mit den deutschen Beschaffungsbehörden ins Geschäft zu kommen; sie schalteten auch die staatlich verwaltete Rüstungssphäre in die Lieferungen ein; sie verboten den Transfer von Lizenzen und Know-how an die Alliierten, während sie die Achsenmächte und ihre Satelliten auch in dieser Hinsicht begünstigten. Damit dabei nichts schief ging, setzten sie einen aktiven Rüstungsindustriellen als Chef der obersten Rüstungskontrollbehörde ein (Sektion Ein- und Ausfuhr der KTA – Hans von Steiger, vgl. 467 ff.). Das alles sind zwingende Indizien, die darauf hinweisen, dass das aus den 1920er-Jahren überkommene prodeutsche Motivationsbündel auf dem Höhepunkt der Machtentfaltung der Achsenmächte noch einmal aktualisiert wurde. Die für die ökonomische Kolla-

boration verantwortlichen Spitzenpolitiker und Verwaltungschefs hatten offensichtlich klare programmatische Vorstellungen darüber, wie die Eidgenossenschaft unter möglichst weit gehender Wahrung ihrer politischen und kulturellen Autonomie wirtschaftlich in die «europäische Neuordnung» integriert werden sollte. Die deutschen Nachkriegspläne von 1940–1942 kamen ihnen dabei durchaus entgegen, denn sie konvergierten mit der Doppelstrategie der schweizerischen Wirtschaftspolitik, die den ausenwirtschaftlichen Bilateralismus der Clearingverträge in das Korsett einer «harten» und auf festen Wechselkursen basierten Währungspolitik einspannte. Wie Hug uns mitteilt, konnte er über diese grundsätzlichen Fragen keine Dokumente finden: Wie bei den Unternehmens- und Verbandsarchiven sind auch die einschlägigen behördlichen Aktenüberlieferungen vernichtet (vgl. seinen aufschlussreichen Bericht über die Archivlage S. 83 ff.). Derart systematische Aktenvernichtungen in einem vom Krieg verschont gebliebenen Land halte ich für ausserordentlich symptomatisch. Statt jedoch aus dieser Koinzidenz seine Schlüsse zu ziehen, weicht Hug einen Schritt zurück und deutet das Fehlen entsprechender archivalischer Belege unreflektiert als Hinweis auf einen konzeptionslosen Pragmatismus der schweizerischen Entscheidungsträger in den Jahren der geografischen Einkreisung der Schweiz durch die faschistische Achse. Dies erscheint mir wenig überzeugend. Die Aufklärung der personellen, institutionellen und politischen Aspekte der schweizerischen ökonomischen Kollaboration seit dem Sommer 1940 bleibt auch nach der Veröffentlichung dieser hervorragenden Untersuchung ein Forschungsdesiderat.

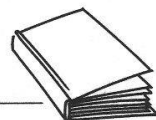
Karl Heinz Roth (Bremen)

**ARCHIVES
DE JULES HUMBERT-DROZ IV
ENGAGEMENTS
A TRAVERS LE MONDE
RESISTANCES, CONCILIATIONS,
DIFFAMATIONS
(SOUS LA DIRECTION D'ANDRE
LASSERRE, EDITE PAR BERNHARD
B. BAYERLEIN. AVEC LA COLLABORATION DE PIERRE BROUE
ET REIN VAN DER LEUW.
AVEC UNE INTRODUCTION
DE BERNHARD B. BAYERLEIN)**

CHRONOS, ZÜRICH 2001, 719 P., FS 148.–

Avec ce tome 4, paru cinq ans après le tome 5, s'achève la publication des Archives Jules Humbert-Droz. Depuis le premier volume, en 1970, les conditions de l'histoire du communisme se sont radicalement modifiées: multiplication des travaux, ouverture d'archives de dirigeants et de militants, de partis et surtout des fonds de l'Internationale communiste elle-même. Il y a une trentaine d'années, les papiers Humbert-Droz, malgré leur caractère personnel et nécessairement partiel, représentaient quasiment le seul ensemble relatif à l'Internationale communiste accessible aux historiens. Il n'en va plus de même aujourd'hui, mais les éditeurs ont sagement renoncé à compléter les pièces conservées à la Bibliothèque de la Ville, à La Chaux-de-Fonds, par toutes celles relatives à Humbert-Droz qu'ils auraient pu glaner à Moscou.

Les documents des trois premiers tomes, publiés sous les auspices de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, l'étaient dans un ordre strictement chronologique; le cinquième rassemblait ce qui concernait le Parti communiste suisse de 1931 à 1943 (cf. *traverse* 3 [1998], 175–177); le quatrième aurait donc dû englober les autres activités d'Humbert-Droz, hors de Suisse, entre septembre 1932, où s'arrêtait



le tome 3, et 1943, adhésion d'Humbert-Droz au Parti socialiste suisse. Or, les 92 premiers documents, soit près de la moitié de l'ensemble, sont antérieurs à octobre 1932. C'est d'autant plus regrettable que les pièces sont numérotées d'une façon continue, de 1 au début du premier volume à 789 à la fin du cinquième. Comment l'utilisateur pourra-t-il deviner que, par exemple, la lettre de Bart de Ligt du 30 octobre 1919 ne se trouve pas à sa place chronologique, au tome 1, mais au début du 4, sous le numéro 477? Comment soupçonnera-t-il la présence de documents importants complétant ceux du tome 3 au début du tome 4? Les éditeurs de correspondances, quand ils retrouvent en cours de publication des lettres qui leur étaient demeurées inconnues et qu'ils ne peuvent plus intégrer à leur place chronologique, les font figurer dans un supplément final. Pourquoi ne pas avoir fait de même?

La solution retenue par les responsables de l'édition «suisse» pour les deux derniers volumes des Archives nous semble donc des plus mauvaises. Ils auraient dû continuer l'ordre strictement chronologique, en éliminant de nombreux documents relatifs au PCS d'un intérêt par trop local et surtout en renonçant à republier ce qu'on pouvait facilement trouver ailleurs car, bien que cela ne soit pas toujours clairement indiqué, ce ne sont pas moins de quelque 80 documents sur les 197 de ce tome 4 qui ont déjà paru. Et même, en quelques cas, dans le tome 5 des Archives! C'est le cas du document 659 qui, sans que rien ne l'indique, reprend avec quelques menues variantes le 774, publié cinq ans auparavant; et cela sans tenir compte de l'importante annotation du tome 5.

Pourquoi les éditeurs ont-ils reproduit, dans les «documents annexés», la lettre de Gramsci au PC de l'URSS, de 1926, maintes fois publiée? Et cela avec

des appels de notes auxquels ne correspond aucune note... En revanche, où est passée la lettre d'André Marty annoncée page 19?

Prenons encore l'exemple des fragments plus ou moins tendus des lettres personnelles d'Humbert-Droz à son épouse Jenny (123 des 197 documents). L'éditeur, selon ses dires, (115) n'a même pas disposé des originaux mais d'un dactylogramme d'extraits, remis par la destinataire (décédée en janvier 2000 à l'âge de 107 ans). Humbert-Droz lui-même avait déjà abondamment utilisé et cité cette correspondance dans les volumes de ses Mémoires, facilement accessibles. Des 123 extraits publiés au tome 4 des Archives, 51 seulement sont entièrement inédits et 10 ne le sont que très partiellement à cause de quelques lignes qu'Humbert-Droz avait laissé tomber ou résumées dans ses Mémoires. De surcroît, la transcription n'est pas exempte de menues erreurs. Quand Humbert-Droz vogue vers Léninegrad, durant l'été 1938, il mentionne à deux reprises la présence à bord de Codovilla et de sa compagne, ce qui, les deux fois, devient, dans les Archives: Codovilla et sa compagne. (370 et 372) Si le lecteur, intrigué par la fin abrupte de la lettre 632, au milieu d'une phrase, se reporte aux Mémoires (III, 283), où elle avait déjà paru, il constatera que le copiste des Archives a oublié de tourner la page, laissant ainsi tomber les neuf lignes finales du verso! Si l'on procède à une comparaison des lettres et extraits édités par Humbert-Droz et repris par Bayerlein, on verra que celui-ci a procédé à diverses suppressions, sans s'expliquer sur ses choix. Les unes sont probablement dues au caractère par trop anecdotique du texte, mais il en est d'autres qui renfermaient des appréciations politiques ou des considérations très révélatrices de la personnalité de leur auteur. Quant aux 51 inédits

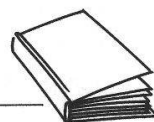
aits, on ne saurait dire qu'ils nous apportent beaucoup de nouveau, soit à cause de leur caractère répétitif, soit parce qu'ils avaient été paraphrasés ou résumés par Humbert-Droz dans ses Mémoires.

Motiver toutes ces republications inutiles, et parfois fautives, du fait que «les documents de cette période ne sont pas conservés de façon aussi complète que la correspondance du début des années '20», (17) apparaît comme une piètre justification.

En revanche, on ne peut qu'approuver la reprise de la brochure «De la fausse théorie au crime», de 1937, où Humbert-Droz avait réuni ses articles justifiant le procès contre Radek, Sokolnikov, Piatakov et autres, car celle-ci n'existe plus qu'en quelques bibliothèques. Mais pourquoi l'avoir tronçonnée en huit fragments, alors que ses 31 pages sont presque entièrement republiées?

Dans une publication de ce genre, on attend de l'introduction qu'elle serve de guide au lecteur, qu'elle lui facilite la lecture des documents en lui fournissant tous les renseignements nécessaires sur leurs origines, la façon dont ils ont été constitués, le choix qui en a été fait, leur contexte général... En outre, on aimerait savoir pourquoi, alors que «le manuscrit de ce tome a été terminé en 1991» (note page 60), il n'a été publié que dix ans plus tard et pourquoi on prétend n'avoir pu, durant cette décennie, tenir compte de ce qui avait paru entre temps. En fait, on mentionne à plus d'une reprise des travaux postérieurs à 1991, ce qui accroît encore le flou. Dans son introduction, Bayerlein se borne, après avoir brièvement évoqué la vie politique d'Humbert-Droz, à en retenir deux points: la crise provoquée par les «conciliateurs» dans le mouvement communiste officiel et le rôle d'Humbert-Droz dans le cas Lazlo pour «en faire un exposé plus large sous la forme d'un essai». (17) Outre le fait que

l'introduction à un recueil de documents n'est pas l'endroit le plus indiqué pour des «essais», on remarquera que, dans les deux cas, le rapport avec les documents Humbert-Droz est si mince que Bayerlein a dû compléter ceux-ci par des pièces empruntées à d'autres fonds. En effet, sans vouloir suivre l'auteur dans le maquis de ses développements, par ailleurs intéressants, relatifs aux «conciliateurs», à la très grave crise du PCA et de l'IC, sous-estimée jusqu'ici, il faut bien avouer que nous n'avons aucune preuve nous permettant de mettre en doute l'affirmation d'Humbert-Droz selon laquelle il aurait renoncé à toute activité fractionnelle avec les «Versöhnler» au début de 1934. Quant au «cas Lazlo», il ne paraît pas avoir longtemps occupé Humbert-Droz, qui s'est borné à écrire une préface de deux ou trois pages à une compilation, parue sous un pseudonyme, mais due à Th. Pinkus, qualifié de «symbole de la Gauche intellectuelle»! (44) Certes, il ne s'agissait pas seulement de déprécier la personne de Lazlo, ce transfuge de l'IC, mais, à travers lui, de dévaloriser les «Retouches à mon Retour de l'URSS» d'André Gide, où celui-ci, en quelques-unes de ses pages, avait recouru au témoignage du Hongrois. Le commentaire de Bayerlein devient réquisitoire, par le ton plus que par le sérieux de l'argumentation, car trop souvent les notes de référence ne corroborent nullement les affirmations de notre procureur sous la plume duquel fleurissent approximations et inexactitudes. Bien que le cas Gide ait eu un retentissement international, c'est bien sûr en France qu'il suscita le plus de réactions et de polémiques, impression qui ne se dégage nullement à la lecture de ces pages de l'introduction, centrées sur l'espace germanophone. On y trouvera même une longue citation d'une lettre de Victor Serge à Gide en traduction allemande! Il est regrettable que Bayerlein



n'ait pas mieux tenu compte de l'étude de R. Maurer sur Gide et l'URSS, qui figure pourtant dans sa bibliographie, ainsi que de l'excellente édition du voyage à Moscou de Romain Rolland, dont il prétend (494) qu'il n'est toujours pas publié, alors qu'il a paru en 1992. Notre commentateur semble d'ailleurs poursuivre l'auteur de Jean-Christophe d'une hargne particulière, quitte à multiplier à son égard inexactitudes et fausses appréciations. C'est ainsi que, page 55, il le fait assister au «1er Congrès international des écrivains pour la défense de la culture [...] à Madrid» (*recte*: 2e Congrès, qui siégea successivement à Valencia, Madrid, Paris, en juillet 1937); que, page 51, il écrit: «La campagne contre Gide fut ouverte le 3 décembre 1936 par la «Pravda» à Moscou. Romain Rolland, Louis Aragon et Paul Nizan [...] prirent le relais. Ils lancèrent contre Gide – via Lazlo – leurs accusations sous la forme des habituels amalgames provenant de l'«école de falsification stalinienne».» En ce qui concerne Rolland, c'est totalement faux; si, dans sa correspondance privée, il a critiqué la publication de Gide, si, en réponse à une lettre des travailleurs étrangers de Magnitogorsk, il a émis quelques critiques à l'égard du «Retour» et que cette lettre a aussitôt été publiée en URSS, l'Humanité, pour l'utiliser, devra la retraduire du russe. Comme l'écrit B. Duchatelet, dans ses commentaires du «Voyage à Moscou», Rolland «se refuse à polémiquer contre Gide. [...] Et le PCF devra demander à d'autres qu'à R. Rolland le soin d'attaquer Gide pour ses Retouches.» (91)

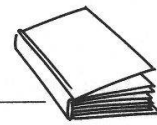
Autre élément essentiel d'une publication de documents, leur annotation. Au premier abord, celle-ci est impressionnante: 197 pages de notes, en petits caractères, pour 315 de documents, soit une proportion cinq fois plus élevée que dans le tome 3. Pourtant, on déchant vite

devant cette inflation; trop souvent, dès l'apparition d'un nom propre, on s'est contenté de déverser en vrac le contenu de fichiers informatiques, sans se soucier de donner au lecteur les indications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation du document. Parfois cela peut rendre service: page 46, si Bayerlein fait d'Erich Mühsam un anarchiste «autrichien», la note restitue à celui-ci sa nationalité allemande; au lecteur averti de choisir. La profusion de ces notices fournit une foule de renseignements, en grande partie superflus pour la compréhension du document, alors que manquent les explications qu'on serait en droit d'attendre. Exemples: page 353, dans sa préface à la brochure de Pinkus, Humbert-Droz oppose la liberté de parole dont jouit en Suisse le «fasciste» Lazlo aux interdictions qui frappent les conférences de citoyens suisses comme Hofmaier et Nicole; une note renvoie aux biographies de ceux-ci, sans aucune explication sur les interdictions, pas plus que sur le refus des autorités vaudoises d'accueillir des enfants espagnols fuyant les bombardements, dont il est question plus haut. Page 265: aucune note n'explique l'arrestation de Depierraz, que Humbert-Droz apprend à la lecture du *Travail*, à Moscou. A la fin de 1933, il écrit de là-bas: «Il est entendu que je terminerai aussi le Plekanoff.» (232) La note nous déroule la biographie du célèbre marxiste russe, sans la moindre allusion à ce projet de publication. Quand, toujours de Moscou, Humbert-Droz écrit, le 2 février 1937: «Nos amis du front antifasciste se sont laissés provoquer par Musy», (302) on a droit, en note, à la biographie, succincte il est vrai, de l'ancien conseiller fédéral, sans la moindre référence aux événements de la Chaux-de-Fonds, qui servirent de prétexte à l'interdiction du PC dans le canton et que Humbert-Droz a racontés dans ses Mémoires.

Autre défaut de ce surabondant appareil critique: trop souvent, il n'apporte pas les précisions nécessaires quant à l'origine et à l'élaboration des documents, ce qui s'avérerait indispensable à leur appréciation. Lorsque Humbert-Droz publia les lettres qu'il avait adressées de sa prison à son épouse, il prit soin de préciser quand elles l'avaient été par le canal officiel et quand elles avaient été transmises par l'intermédiaire de l'avocat. Distinction importante, car on n'écrit pas de la même manière quand on sait que sa correspondance va être lue par l'autorité. Mais l'annotation ne tient aucun compte de ces précisions. Le document 550 est un projet de résolution du comité central du PCA de février 1932 qui se présente, dans les papiers Humbert-Droz, sous forme d'une copie dactylographiée. «Le document contient en plus un certain nombre de remarques manuscrites», nous dit-on. (174) Pourquoi ne pas les avoir reproduites, sont-elles de la main d'Humbert-Droz et sinon peut-on identifier leur auteur? – Aucune réponse à ces questions légitimes. Aucune comparaison entre ce projet, les autres versions dont on dispose et celle qui sera finalement diffusée, à l'intérieur du parti seulement. Même absence de questionnement avec le règlement concernant le travail parmi les émigrés allemands et leur encadrement organisationnel dans les partis frères, de juin 1933. (570) Comment ce texte dactylographié a-t-il abouti aux Archives fédérales suisses, d'où il est repris? Est-ce une communication d'une police étrangère, le résultat d'une perquisition, d'une saisie et, dans ce cas chez qui? S'agit-il d'un original ou d'une copie exécutée par la police? Bayerlein ne paraît pas se poser ce genre de questions, élémentaires pour tout historien, se bornant à écrire que «l'origine de ce document n'est pas bien claire». On aimerait en outre savoir dans quelle mesure ces directives ont été ré-

ellement appliquées dans les pays où vivait l'émigration communiste allemande.

Cette absence de réflexion historiographique atteint peut-être son sommet avec le document 657: une déclaration de Marcel Cachin à la Gestapo, le 21 octobre 1941, condamnant les attentats contre les soldats allemands. La manière dont cette photocopie de l'autographe a pu parvenir dans les papiers Humbert-Droz n'est pas un problème pour Bayerlein, qui en publie le texte, à sa place chronologique, comme s'il s'agissait d'un document reçu par Humbert-Droz dans l'exercice de ses activités communistes. Il prétend même (19) qu'y apparaît «la dimension de la politique communiste après le pacte germano-soviétique», ce que le lecteur cherchera en vain. Bien qu'il se réfère à la publication par Denis Peschanski de la déclaration complète de Cachin, Bayerlein n'en tient aucun compte, préférant se lancer dans un commentaire peu clair et imprécis. Pourtant l'étude de l'historien français apporte toutes les indications nécessaires: il a publié la minute de la déclaration complète (16 pages), gardée par Cachin et conservée aujourd'hui à l'Institut de recherches marxistes. Le texte original, dans les archives de la Gestapo tombées en mains françaises, a servi dans la lutte contre le Parti du colonel Fabien, après guerre. On utilisa pour cela les deux dernières pages du manuscrit, celles que publie Bayerlein; il en existe aussi une photocopie à l'Institut d'histoire sociale. Bien que cet institut figure parmi ceux qui ont été mis à contribution, Bayerlein n'a pas comparé l'exemplaire qui s'y trouve avec celui d'Humbert-Droz, mais on peut supposer qu'ils sont identiques et qu'il s'agit d'une pièce répandue dans les milieux anticommunistes au cours des années 1950. Peschanski indique, sans entrer dans les détails, que l'organe de la SFIO, a repris



la campagne contre Cachin en 1951. C'est peut-être à cette époque qu'Humbert-Droz, secrétaire du PSS, a reçu la photocopie; il a témoigné par ailleurs des relations amicales qu'il entretenait avec Jules Moch, plusieurs fois ministre de l'Intérieur. A-t-il fait lui-même usage de la pièce, au cours de son activité de journaliste socialiste? En tout cas sa place n'est pas dans les Archives, puisque celles-ci sont consacrées à Humbert-Droz communiste et que, de surcroît, les déclarations de Cachin n'ont pas la moindre relation avec le communiste suisse. On pourrait en dire autant de ce long rapport sur la social-démocratie allemande en 1945, publié pages 420 et suivantes.

D'une manière générale, l'appareil critique, prolixe et souvent peu pertinent, aurait gagné à être relu pour en améliorer le style, en éliminer les redites et les obscurités, en unifier la présentation. Ajoutons que certaines erreurs, visibles même aux yeux du profane, n'inspirent guère confiance et dévalorisent l'ensemble, telle cette note consacrée à Th. Pinkus. (615–616) Elle se fonde sur l'ouvrage qui lui a été consacré, mais si l'on s'y réfère, on constatera que Bayerlein fait faussement séjourner Th. Pinkus en URSS (1931) et, par un étrange amalgame familial, lui attribue le poste d'expert économique dans la représentation commerciale soviétique à Berlin, occupé en fait par son père.

Gardons pour la fin la note de la page 507: «Après son arrestation en novembre 1937 – juste après son retour de Russie – [...] Humbert-Droz fut condamné à 16 mois de prison par un tribunal militaire à cause de son engagement pour l'Espagne républicaine. [...] Curieusement et paradoxalement, la condamnation par les autorités suisses a peut-être épargné à Humbert-Droz le sort d'être à son tour arrêté, peut-être même liquidé physiquement par les autorités russes.» 16 mois

de prison depuis novembre 1937, en y incluant la préventive, cela signifierait que le condamné n'aurait été libéré qu'en mars 1939. Or, les documents publiés dans le volume contredisent la thèse d'un emprisonnement postérieur au procès et nous indiquent même que, le 7 août 1938, après un voyage en Espagne, Humbert-Droz s'embarquait pour Léninegrad et Moscou, où il demeurerait une quinzaine de jours. En fait, les 16 mois étaient la peine requise, mais pas la sentence, le tribunal ayant acquitté Humbert-Droz! Décidément, mieux vaut lire ou relire les Mémoires de celui-ci plutôt que le tome 4 de ses Archives!

Marc Vuilleumier (Genève)

**GIANNI D'AMATO
VOM AUSLÄNDER ZUM BÜRGER
DER STREIT UM DIE POLITISCHE
INTEGRATION VON EINWANDERERN
IN DEUTSCHLAND, FRANKREICH
UND DER SCHWEIZ**

LIT VERLAG, MÜNSTER 2001, 283 S., € 25,90

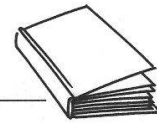
Nach wie vor sind Staatsbürgerrechte – und ganz besonders die politischen – an die Staatsangehörigkeit gebunden. Sie entscheiden in modernen Gesellschaften massgeblich über die Chancen und Handlungsspielräume der darin lebenden Menschen. Während die Religion oder der Zensus schon im 19. Jahrhundert als Kriterien für die Zuschreibung von Rechten an Bedeutung verloren haben, hat sich das Ausschlusskriterium Nationalität bis heute hartnäckig gehalten. Solche an die Staatsangehörigkeit gebundenen Formen des Ein- und Ausschlusses untersucht Gianni D'Amato in seiner im Jahr 2001 als Band 5 der Reihe «Region – Nation – Europa» erschienenen Dissertation «Vom Ausländer zum Bürger». Am Beispiel der italienischen Arbeitsmigration

nach Deutschland, Frankreich und der Schweiz setzt er sich darin zum Ziel, «den Mechanismen auf die Spur kommen, die eine Inklusion ermöglichen und durchsetzen können». (6) Seine zentrale Prämisse lautet, dass Rechte nicht national eingegrenzt werden können, haben Migranten doch «zuerst soziale und später zivile Rechte erwirkt», während «sie sich nun mit der Hürde der politischen Rechte konfrontiert» sehen. (4) Diese gelte es zu überwinden. Politische Rechte für Langzeitresidierende und eine liberale Einbürgerungspolitik – beides Massnahmen, welche die demokratische Basis erweitern –, bewertet der Verfasser denn auch als Prüfsteine für heutige Demokratien.

Zunächst zeichnet D'Amato unterschiedliche Paradigmen der sozialwissenschaftlichen Migrationsforschung nach. Seine Arbeit situiert er in der theoretischen Tradition der multikulturellen Gesellschaft. Diese setze dem von der Assimilationstheorie grundsätzlich angenommenen Defizit von Migranten das Paradigma der Differenz als Chance entgegen. Der von D'Amato vertretene Universalismus gehe aber über die multikulturelle Theorie hinaus, indem dieser – trotz der «Kultur des Unterschieds» (248) – auf einer rechtlichen Gleichheit beharre, und zwar in Abkehr zur Marshall'schen, national determinierten Konzeption von Staatsbürgerschaft. Allerdings kommt nicht nur den staatsbürgerlichen Rechten, sondern auch der Staatsangehörigkeit eine wichtige Bedeutung bei der Integration von Immigrantinnen und Immigranten zu. Indem der Autor die Entwicklung der Staatsangehörigkeit in Deutschland, Frankreich und der Schweiz nachzeichnet, wird deutlich, wie auch diese durch Zuschreibung oder Einbürgerung den Zugang zum Territorium unterschiedlich kontrolliert und die Integration der Fremden fördert oder verhindert.

Ein weiteres historisches Fundament für die vergleichende Studie legt D'Amato mit der Darstellung des problematischen Verhältnisses der westlichen Wohlfahrtsstaaten zu den darin arbeitenden Einwanderern, der Abhängigkeit Italiens von den europäischen Arbeitsmärkten nach 1945 sowie der Organisationen italienischer Arbeitsmigranten im Ausland. Durch den zeitlich befristeten Arbeitseinsatz seien die Einwanderer als Konjunkturpuffer missbraucht worden. Dabei habe die italienische Regierung nicht erreicht, dass die Beschäftigungspolitik von den einzelnen Nationalstaaten abgekoppelt und gesamteuropäisch koordiniert worden sei. Die zahlreichen italienischen Organisationen im Ausland hätten dafür gegen die «Xenophobie als naturalistischer Ideologie des Ausschlusses» (75) Schutz geboten, im Kampf um die politische Integration seien sie aber machtlos geblieben. Dass sie die Integration der Immigrantinnen und Immigranten aber gerade auch aktiv verhindert haben, wird vom Autor unterbewertet.

Im Kernstück seiner Untersuchung analysiert D'Amato die Entwicklung der zivilen Rechte für Immigranten, den Kampf der italienischen Einwanderer um soziale und politische Rechte, die erleichterte Einbürgerung sowie die doppelte Staatsbürgerschaft. Den Umgang von Deutschland, Frankreich und der Schweiz mit der wirtschaftlich willkommenen Einwanderung veranschaulicht der Verfasser am Beispiel der verschiedenen Anwerbeabkommen mit Italien und der wechselnden Ausländergesetze in den einzelnen Ländern. D'Amato kommt unter anderem zum Schluss, dass die Gewährung sozialer Rechte für langzeitresidierende Arbeitsmigranten in Deutschland, Frankreich und der Schweiz nach dem Zweiten Weltkrieg konvergent erfolgt sei. Dies sei auch bei der Entwicklung der zivilen Rechte seit den 1970er-



Jahren der Fall gewesen, auf Grund derer die Migranten sich «als Bürger» (250) für ihre weitere Inklusion haben einsetzen können. Demgegenüber würden sich die drei Länder bezüglich des politischen Einbezugs der Migranten unterscheiden. Die Einbürgerung werde beispielsweise von Frankreich am liberalsten gehandhabt, in Deutschland sei sie in den letzten Jahren freiheitlicher gestaltet worden. Die erleichterte Einbürgerung für die zweite Generation existiert auf Bundesebene in der Schweiz hingegen bis heute nicht. Der Autor sieht den Grund dafür im «sonst wertvolle[n] Föderalismus», der «in dieser Frage nur die Herrschaft der reinen Willkür» (251) anzubieten habe. Schliesslich sei das lokale Wahlrecht für Migrantinnen und Migranten in allen drei Ländern – trotz entsprechender Vorstösse – nach wie vor nicht mehrheitsfähig.

Gianni D'Amato hat eine grundlegende Studie zur staatsbürgerlichen, insbesondere politischen Integration von Einwanderern in Deutschland, Frankreich und der Schweiz erarbeitet. Innovativ ist die Arbeit deshalb, weil der Verfasser die Immigration mit einer nicht national determinierten, politischen Theorie der Staatsbürgerschaft zu verschränken weiss, die gleichzeitig die Bedeutung der politischen Rechte und die Bedeutung der erleichterten Einbürgerung für die politische Integration von Einwanderern deutlich macht. Zudem lässt er dem bisher von der Forschung vernachlässigten Handeln der Migranten durch den Fokus auf soziale Bewegungen einen hohen Stellenwert zukommen. Fraglos unterstützt die Schreiberin den integralen rechtlichen Einbezug ansässiger Migrantinnen und Migranten in die Gesellschaft. Zu diskutieren bleibt allerdings die insgesamt implizierte hegemoniale Bedeutung und Bewertung des Politischen. Unverständlich bleibt, weshalb der Autor jegliche Genderaspekte ausblendet, und dies ge-

rade in einer Studie, die gesellschaftliche Ausschluss- und Integrationsprozesse zum Thema hat. Positiv zu bewerten ist der historisch-soziologische und vergleichende Ansatz D'Amatos. Durch den doppelten, sowohl geschichtlich als auch örtlich distanzierten Blick gewinnt er ein schärferes Profil des dynamischen Zusammenhangs zwischen Einwanderung und Staatsbürgerschaft, was mit einer herkömmlich soziologischen Studie nicht zu erreichen gewesen wäre. Wohl gerade auf Grund dieses Ansatzes an der Schnittstelle von Soziologie und Geschichte stützt sich D'Amato zu weiten Teilen auf die Forschungsliteratur; (zeit)historische Quellen hätten vermehrt die Grundlage der Untersuchung bilden dürfen. Die Synthese des Vergleichs fällt zu knapp aus, dafür bietet die Informationsfülle in den übrigen Kapiteln zahlreiche Anknüpfungspunkte für weiterführende Forschung.

Regula Argast (Bern)

**NIC ULMI ET PETER HUBER
LES COMBATTANTS SUISSES
EN ESPAGNE REPUBLICAINE
(1936–1939)**

EDITIONS ANTIPODES, LAUSANNE 2001,
344 PAGES, FS 40.–

Résultat d'un projet de recherche du Fonds National de la Recherche Scientifique, cet ouvrage qui propose une histoire du volontariat suisse durant la guerre d'Espagne (1936–1939), constitue une importante contribution à l'historiographie non seulement des Brigades internationales, mais aussi du monde ouvrier suisse à la fin des années 30, ainsi que de la politique fédérale durant la guerre civile. Confiné à des études partielles ou à des témoignages d'anciens brigadistes, ce thème porta longtemps le poids de sa

forte dimension symbolique, voire mythique. Délivrée de cet héritage inhibiteur, la recherche de N. Ulmi et de P. Huber comble une importante lacune en offrant une étude très fouillée sur l'expérience des volontaires suisses au service de la République. Au-delà de l'importance du «contingent» suisse, soit plus de 800 volontaires engagés en Espagne, la principale originalité du cas helvétique est, sans aucun doute, la répression dont furent l'objet les volontaires, systématiquement condamnés par la justice militaire de leur pays. Ce trait particulier, qui jette une lumière peu reluisante sur la politique des autorités fédérales, explique néanmoins la présence d'un fonds de documentation très précieux et original, composé par les dossiers produits par la Justice militaire sur les brigadistes suisses. Les auteurs ont mis à profit cette riche source d'informations pour dresser, dans la première partie de cet ouvrage, une série de statistiques qui offrent des réponses précises à plusieurs questions essentielles sur la participation des volontaires étrangers à la guerre civile. Depuis le poste d'«observatoire privilégié» que représente l'exemple suisse, il est possible de dresser le profil type du volontaire helvétique: 28 ans, célibataire, communiste (65 pour cent), chômeur ou travailleur occasionnel, forcé à une forte mobilité géographique. Cette situation professionnelle très délicate illustre la crise économique et les profondes mutations sociales qui caractérisent les années 30. Ce processus de marginalisation sociale d'une partie du monde ouvrier apparaît indissociable de l'engagement politique, en Suisse puis en Espagne, des volontaires suisses. La lutte contre le fascisme et la solidarité avec le peuple espagnol s'inscrivent en consé-

quence dans un combat quotidien pour la défense des «intérêts de la classe ouvrière». (74)

Après cette analyse de la composition du contingent suisse et des motivations de leur engagement, la deuxième partie de l'ouvrage se consacre à l'expérience des volontaires suisses. Les témoignages tirés de recueils biographiques ou autobiographiques ainsi que des dépositions réalisées devant la Justice suisse lors des procès des brigadistes permettent d'appréhender la dimension humaine de cet engagement, mais aussi de percevoir le regard helvétique sur les principaux problèmes qu'affronte le camp républicain durant la guerre civile (militarisation, mai 37 à Barcelone, répression politique, etc.). Bien que le recours à de nombreux témoignages confère à cet ouvrage un caractère extrêmement vivant, on retire néanmoins l'impression que les auteurs abusent quelque peu de cette formule, en chargeant le texte de nombreux exemples, au détriment, parfois, de l'efficacité de leur analyse. La dernière partie s'intéresse essentiellement aux procès militaires dont furent l'objet 80 pour cent des volontaires engagés pour la République, qui illustrent la sévérité des autorités fédérales. Après le rejet d'une initiative parlementaire en faveur de l'amnistie des brigadistes, la justice militaire prononça 420 jugements pour infraction au code militaire suisse et aux arrêtés fédéraux des 14 et 25 août (les peines s'élevèrent en moyenne de 1 à 6 mois). Il faut noter, en annexe, la présentation des détails de l'étude statistique et d'une liste de l'ensemble du contingent suisse qui constituent un instrument de travail extrêmement utile.

Sébastien Farré (Genève)